

PROMÉTHÉE

Revue Mensuelle

Le Numéro { FRANCE : 3 fr.
ÉTRANGER : 5 fr.

—❦—
ABONNEMENT

Un an..... 30 francs.
ÉTRANGER 50 francs.



Organe de
défense nationale
des Peuples
du

CAUCASE }

Géorgie
Azerbaïdjan
Caucase du Nord

de l'UKRAINE et du TURKESTAN

Directeur : Georges GVAZAWA

SOMMAIRE

Les Russes et la liberté des peuples.....	***
Une date glorieuse pour l'Azerbaïdjan.....	MIR
Un appel à la S. D. N.	***
Dans les geôles de l'Ukraine.....	S. P.
Le Turksib.....	M. TCHOKAEFF
L'expulsion des Montagnards.....	KAZI-KHAN
En Azerbaïdjan.....	SUBIK-TEKIN
Après le procès de l'Union pour la libération de l'Ukraine.....	***
Le Centenaire du rétablissement de l'Indépendance Grecque.....	Kh. CHAVICHVILI
La question de Carélie.....	TIÉRA.

CHRONIQUE

Ukraine — Caucase du Nord — Azerbaïdjan — Fêtes nationales.

RÉDACTION & ADMINISTRATION :
LIBRAIRIE ORIENTALE & AMÉRICAINE, 3, Rue du Sabot, PARIS (6^e)

PROMÉTHÉE

Organe de Défense Nationale
des Peuples du Caucase, de l'Ukraine
et du Turkestan

Les Russes et la liberté des peuples

La tyrannie soviétique se trouve aux prises avec des difficultés insurmontables d'ordre politique et économique. Le craquement lointain de l'empire se fait entendre à Paris et provoque un désarroi général dans tous les milieux politiques russes. On prévoit l'inévitable : la dissolution de l'armature soviétique aura pour conséquence l'affranchissement des peuples victimes de l'agression des Soviets... Ah ! c'est cette perspective qui trouble la joie et qui dresse tous les Russes, à quelques exceptions près, contre toute idée de liberté des peuples. En cela, ils sont tous unanimes, ils se ressemblent tous, depuis la droite jusqu'à l'extrême-gauche socialiste.

M. Kokovtsov, ancien président du Conseil des ministres de la Russie impériale, prétend sans sourciller que rien n'est changé dans le monde d'après-guerre. A l'issue d'un déjeuner à l'Union du commerce, à Paris, il développa la thèse que l'alliance franco-russe devra être reconstituée. Il dit notamment : « Les idées de séparation et de démembrement devront être écartées de toute politique envers la Russie. Le rétablissement de l'alliance, rompue par les événements de 1917, ne devra être qu'une question de temps. Entre les deux pays, il n'existe aucun désaccord de principe; le souvenir du passé et l'intérêt de l'avenir doivent aboutir à ce résultat ».

On voit bien que M. Kokovtsov vit dans le passé. Il n'a rien entendu du choc formidable de la démocratie occidentale avec les empires centraux; il n'a rien vu des débris des couronnes impériales brisées jonchant le sol; il n'a pas vu les trônes séculaires renversés, sur toute l'étendue de l'Europe centrale et orientale et de l'Asie; il n'a rien entendu de la résurrection des peuples opprimés, ni du souffle créateur de la liberté qui passe sur le monde... Il vit dans la lune. Laissons là le sympathique vieillard achever ses jours bienheureux dans le rêve nostalgique du passé.

Mais M. Milioukov, lui, ne vit pas dans la lune. Il suit avec un esprit pénétrant la marche de l'histoire. Il s'y connaît. Il déchiffre aisément les hiéroglyphes des siècles passés, il comprend la cause de la débâcle russe, ainsi que les postulats du temps nouveau. Que la Russie doive emboîter le pas à la démocratie européenne, accepter de bon cœur les principes essentiels régissant la vie nationale et internationale et s'adapter aux conditions nouvelles créées par l'évolution générale du monde civilisé, cela ne fait pour lui aucun doute. Mais c'est là justement toute la tragédie de sa vie... S'adapter !... Mais comment ? Alors que les peuples du Caucase et de l'Ukraine se sont tournés résolument vers l'Europe, vers les rivages enso-

leillés de la civilisation gréco-latine, le peuple russe, lui, a fait un bond en arrière, vers le despotisme asiatique, créant ainsi un fossé infranchissable entre ces pays et la Russie proprement dite. Plus le temps passe et plus le fossé se creuse et s'élargit. Par quel effet de magie M. Milioukov voudrait-il combler ce fossé ? Comment pourrait-il rapprocher les peuples si ce n'est sur la base du respect absolu de leur liberté ?

« Je dois aborder encore, dit-il au banquet du 27 avril, une question, la plus grave peut-être celle-là : la question des nationalités de Russie. La question est d'autant plus urgente que l'heure du dénouement est proche. Il se crée un terrain pratique pour une activité commune, et le moment pour une entente approche. Mais la lutte à engager ne devra pas aboutir au triomphe du séparatisme et à une nouvelle dislocation de la Russie. Elle n'y aboutira pas si nous parvenons à nous entendre avec les nationalités. »

Mais si cette entente ne se fait pas ? La conséquence est évidente. Et M. Milioukov fait des yeux doux à M. Hadissian, notre infidèle ami et sympathique adversaire : c'est lui, probablement, qui sera appelé à servir d'intermédiaire dans les négociations qui pourraient s'engager avec « les nationalités de Russie ». Espérons que M. Milioukov n'exhibera pas, par peur du ridicule, le fameux projet Kokochkine; il fera miroiter, à coup sûr, devant les négociateurs problématiques, les bienfaits, non moins problématiques, d'une « Russie républicaine et fédérative ». Voilà l'atout. Nous allons l'examiner plus loin. Remarquons ici seulement, M. Hadissian dans le rôle d'intermédiaire... cela ne manque pas d'une certaine saveur...

Passons au camp des socialistes.

M. Kerenski, qui se réclame du socialisme, n'a pas craint de déclarer publiquement que le principe de la liberté des peuples n'est qu'« une légende réactionnaire » ! Les Dan, les Abramovitch et leurs acolytes ne cachent même pas leur hostilité à tout mouvement libérateur des peuples asservis, spoliés et exploités. Le pauvre Tseretelli est vilipendé du fait qu'il a osé chercher certain lien d'amitié entre la démocratie géorgienne et la démocratie de Russie... On entend parfois, il est vrai, des voix isolées assez raisonnables et assez humaines, mais elles sont rares et se perdent dans des flots de paroles creuses et de promesses fallacieuses. On peut tout de même en dégager une idée sur laquelle se fait une sorte d'unanimité. C'est toujours l'idée d'une « Russie républicaine et fédérative ».

Il paraît que c'est un refuge assez large et assez commode, car à côté des démocrates, nuance Milioukov, nous y voyons des socialistes de toute nuance et de toute école. Ils agitent tous le même drapeau et donnent la formule : le triomphe de la démocratie russe, voilà la solution de toutes les difficultés présentes et futures. Il est à regretter qu'on n'ait pas encore pensé à nous préciser la structure juridique de cette merveille.

Cela ne veut pas dire que nous soyons contre la démocratie, encore moins contre la forme fédérative des Etats. Tout au contraire. C'est nous qui sommes les partisans convaincus des Etats-Unis du Caucase. Les peuples du Caucase ne sauraient jamais retrouver leur prospérité morale et matérielle en dehors de cette forme d'organisation politique. Les Républiques Caucasiennes — Azerbaïdjan, Caucase du Nord, Arménie et Géorgie — sont à peu de chose près, égales : il y a là un équilibre de forces qui exclut toute possibilité de suprématie, plus encore de domination d'un peuple sur les autres. Aucun d'eux ne saurait jamais se faire prévaloir et ne pas tenir compte des intérêts de chaque élément constitutif... En est-il

ainsi pour l'empire russe ? Comment une petite nation, l'Arménie par exemple, qui compte à peine un million d'habitants, pourrait-elle entrer dans une fédération avec la Russie dont le nombre d'habitants dépasse 100 millions ? Ne serait-ce pas pour elle un tombeau d'où elle ne pourrait jamais sortir ? Supposons même, contre toute évidence d'ailleurs, que la démocratie russe arrive à être animée d'un sincère désir de satisfaire les aspirations d'un petit peuple, englobé dans la fédération, sur un pied d'égalité avec le peuple russe, on ne conçoit tout de même pas comment cette égalité ne sera pas une fiction absurde et comment la voix de ce peuple ne sera pas complètement annihilée par le nombre écrasant de la majorité russe ? De toute façon, c'est le peuple russe qui s'adjuge d'ores et déjà une suprématie — que dis-je ? — une sécurité absolue de domination incontestable. Rien ne sera possible sans sa permission préalable et cela encore dans la mesure de sa bienveillance et de sa bonne humeur... Bel avenir !

Qu'on ne nous parle donc pas de la « Russie républicaine et fédérative ». C'est un trompe-l'œil qui ne trompe personne. Dépouillez-le des mots grandiloquents et vous verrez qu'il ne s'agit là que d'une sauce sous laquelle les petits peuples devront être mangés. Mais cette fois, c'est une sauce démocratique.

Le malheur est que ces peuples n'ont aucun désir d'être mangés sous quelque sauce que ce soit. Et ils ne sont pas seuls dans leurs nobles et légitimes aspirations. Ils sont soutenus par la marche de l'Histoire et par la sympathie universelle. La dernière résolution du Comité exécutif de l'I.O.S. nous en donne une preuve éclatante et nous sommes heureux de la présenter à la méditation de nos amis socialistes russes. Voilà cette résolution :

« L'I.O.S. reconnaît comme par le passé le droit de libre disposition illimité de toutes les nations unies actuellement au sein de l'U.R.S.S. »

« L'I.O.S. estime que seules ces nations ont à décider si elles peuvent assurer le mieux leurs libertés nationales dans le cadre d'un Etat indépendant ou au sein d'une République fédérative. »

* * *

Une date glorieuse pour l'Azerbaïdjan

La journée du 28 mai 1918 est un tournant glorieux dans l'histoire du peuple d'Azerbaïdjan. Cette date est en effet son jour de renaissance politique. Les Turks-azéris ont compris cette vérité que pour vivre honnêtement et dignement un peuple doit être politiquement libre et indépendant. Seul un peuple indépendant et libre est en état de montrer ses capacités créatrices et d'apporter son tribut au trésor commun de l'humanité.

Le 28 mai 1918, l'Azerbaïdjan, mettant en pratique le mot d'ordre de la Grande Révolution russe sur le droit des peuples de disposer d'eux-mêmes et profitant de la chute de l'empire des Romanov, proclama son indépendance. Ce jour est encore plus mémorable du fait qu'il a proclamé le principe d'un régime républicain. Ce fut le premier essai d'une république dans le monde musulman.

Depuis des siècles, les Turks-Azéris vécurent d'une vie indépendante;

ils virent d'heureux et glorieux jours sous le règne de Chirvan-Chah; ils donnèrent à l'humanité des écrivains de talent tels que Khagani et Nizami, qui sont restés l'ornement de la grandeur persane. Et ce n'est qu'au XIX^e siècle que la Russie mit la main sur le pays et l'occupa. Le peuple souffrait cruellement sous le poids de cet impérialisme. Ce n'est que grâce à la révolution que ce peuple devint son propre maître, qu'il reprit dans ses mains son propre sort et qu'il se gouverna lui-même.

Le 28 mai, l'Azerbaïdjan déclarait son pacte d'indépendance, lequel faisait connaître au monde civilisé que les Turks-Azéris, s'appuyant sur leurs propres forces dans les limites de leur territoire national, allaient vivre libres et indépendants. Ce n'est que dans un Etat indépendant et sous l'égide d'un gouvernement nommé par le peuple à l'abri des lois qu'il a dictées lui-même, qu'ils trouveront le bonheur et le progrès. Voilà donc la règle d'or du peuple azerbaïdjanien ! Seule cette règle peut lui donner la possibilité de participer aux progrès culturels et humanitaires du monde.

Dix ans ont passé depuis le jour de la proclamation de la République. Du plus petit au plus grand, tout le peuple azerbaïdjanien se rappelle aujourd'hui avec vénération, mais non sans tristesse, ce jour déjà lointain et s'inspirant d'un idéal toujours puissant, il puise en lui-même les forces nécessaires pour réaliser ses aspirations politiques. Cet enthousiasme, cette foi dans le triomphe de cet idéal d'indépendance sont notre force.

Loin de nous d'induire en erreur nos amis aussi bien que nos ennemis en leur présentant notre situation sous de belles couleurs. Le fait est clair : notre pays aujourd'hui est occupé par l'ennemi. Des années difficiles et une lutte sans merci sont en perspective. Nous reconnaissons que notre indépendance proclamée le 28 mai a reçu un coup terrible, mais nous ne disons pas mortel. Nous vivons de tristes jours. Au point de vue des faits, cette indépendance semble n'avoir reçu aucun commencement d'exécution. Mais ce n'est là qu'une supposition; qu'on se détrompe ! Au cours de ces douze années, notre peuple, sous la rafale de fer et de feu qui l'assaille, a obtenu d'immenses succès moraux : l'idée même de l'indépendance a grandi parmi notre peuple; elle a pénétré profondément dans les masses populaires. Si les drapeaux nationaux qui flottaient sur nos édifices, aux fenêtres de nos maisons ont été arrachés par les bolcheviks, ils n'en continuent pas moins à rester dans le cœur de chaque Azerbaïdjanien, et ses couleurs sont encore plus vives, plus éblouissantes que jamais. L'idée d'indépendance que symbolise notre drapeau tricolore a déjà son histoire, ses théories, son cadre d'hommes toujours prêts à lutter pour sa réalisation en dépit des difficultés et des innombrables victimes tombées pour la défendre. Au cours de ces dix années d'occupation, la lutte contre les occupants n'a pas cessé un seul instant; les révoltes succèdent aux révoltes. Dans la seule ville de Guandja ou dans ses environs, plus de 25.000 Azerbaïdjanien sont tombés pour défendre leurs libertés violées. Où trouver un exemple d'un tel patriotisme. En ce moment, n'entend-on pas encore le grondement du canon au cœur même de l'Azerbaïdjan?... Ce sont les troupes d'occupation qui tirent sur les paysans révoltés. Le peuple lutte aujourd'hui, comme hier, pour sa liberté, pour son indépendance. La jeunesse azerbaïdjaniennne, en qui reposent tous nos espoirs, ne laisse pas que de combattre. Il serait insensé de ne pas voir cette lutte, de ne pas en mesurer la grandeur. Prétendre qu'il n'y aura

plus de république azerbaïdjanienne serait la plus grande offense qui pourrait être faite à la nation azerbaïdjanienne, ce serait condamner le peuple à sa propre mort. Or, pour le peuple azerbaïdjanien, il n'y a point d'autre alternative que la mort ou la liberté. Il veut vivre et il vivra ! Il ne nous reste qu'à lui lancer ce mot d'ordre :

Adelante, adelantador, atrevido ! (En avant, héros audacieux)

MIR.

Un appel à la Société des Nations

En raison du soulèvement des paysans d'Azerbaïdjan, nombreux sont les réfugiés qui passent la frontière de Perse; l'appui matériel que le Gouvernement persan met à leur disposition est insuffisant. La famine et les maladies, la dysenterie, la malaria, la fièvre typhoïde et les maladies infantiles s'abattent sur les émigrants. La délégation d'Azerbaïdjan à Paris considère de son devoir d'attirer l'attention de la Société des Nations sur la pénible situation des émigrés. A cet effet la note suivante a été adressée au Secrétariat général de la Société des Nations :

A Son Excellence
Monsieur le Secrétaire de la Société des Nations.

EXCELLENCE,

La Délégation d'Azerbaïdjan a eu l'honneur d'attirer maintes fois l'attention de la Société des Nations sur la situation désastreuse dans laquelle se trouve la population d'Azerbaïdjan tombée sous le joug des bolcheviks russes.

Dans sa dernière note adressée à l'Assemblée Générale de la Société des Nations, la Délégation d'Azerbaïdjan a décrit les persécutions et le régime de terreur subis par la population. Ce régime a encore empiré durant ces derniers mois; les persécutions religieuses et les mesures destinées à ruiner les paysans ayant un bien quelconque (lutte contre les « Koulaks »), l'organisation forcée des communautés collectives (Kolkhoz) sont venues s'ajouter aux persécutions jusque-là endurées par la population. La situation étant devenue absolument intenable aussi bien que sans issue, a provoqué des soulèvements partiels de la population, principalement des paysans, dans les différentes parties de l'Azerbaïdjan. L'une de ces révoltes, parmi les plus importantes, est signalée dans le Karabagh montagneux, révolte qui continue jusqu'à présent, tenant en échec les tentatives des bolcheviks pour la réprimer. Mais plus de 1.500 habitants du pays, principalement des contrées voisines de la frontière persane, ont été obligés d'abandonner leurs foyers dévastés et de se réfugier en Perse. Ces réfugiés, qui sont dans un état très misérable, ont atteint la ville et les environs d'Ardebil en Perse. Le plus grand nombre se trouve actuellement dans cette région dans un état de dénuement complet.

Parmi ces réfugiés, on compte beaucoup de femmes et d'enfants,



sans abri et sans nourriture; la plupart souffrent des maladies épidémiques qui se sont déclarées et un secours urgent pour ces malheureux est de toute nécessité.

C'est pourquoi la Délégation d'Azerbaïdjan s'adresse à vous, Excellence, en vous priant de bien vouloir saisir les organismes compétents de la Société des Nations, ainsi que le Comité de Secours aux Réfugiés, afin qu'un appui matériel en argent, vivres, habillement, médicaments et autres, soit accordé à ces émigrés qui, loin de leurs foyers, sont condamnés à périr si l'on ne leur vient en aide.

Pour tous renseignements et indications complémentaires, la Délégation d'Azerbaïdjan se tient à la disposition de la Société des Nations.

Veuillez agréer, Excellence, l'expression de notre haute considération.

Le Président par intérim de la Délégation d'Azerbaïdjan :

MIR YAKOUB.

Le Secrétaire Général :

ABBASS-BEY.

Dans les geôles bolchevistes de l'Ukraine

J'aurais bien voulu raconter au lecteur ce que fut ma vie dans les cachots soviétiques, vie pleine d'horreurs indescriptibles toujours difficile à comprendre pour des peuples civilisés. Je crains cependant que ma plume soit trop faible pour montrer la vérité sous son aspect réel, dans toute son atrocité.

En 1923, je fus arrêté et jeté dans la prison centrale de Vinnitza. Depuis, j'ai longtemps séjourné dans les prisons de Kiev, Odessa, Nikolaev, Elizavetgrad, Vinnitza, Léninegrad et à Solovki. Les conditions de vie y sont partout les mêmes — c'est-à-dire effroyables. Voici du reste un exemple pour illustrer ce qu'est la vie dans la prison de Vinnitza.

Une organisation ukrainienne politique avait été arrêtée à Derajnia. Le nombre des arrêtés dépassait 300 personnes, la plupart étant des paysans et des instituteurs, mais il y avait aussi des femmes et des jeunes gens. Notre organisation (de Zbratzlav), qui comptait 42 personnes, était détenue dans le même couloir que celle de Derajnia. Bientôt une épidémie de typhus se déclara parmi nous : tous les jours on retirait trois ou quatre cadavres. Bref, le jour où l'organisation de Derajnia se présenta devant le tribunal elle ne comptait que 84 personnes, les autres... elles attendaient déjà le jugement dernier. La procédure du jugement se déroula en 45 minutes, dans la prison même, et tous furent condamnés à la peine capitale. Quelques jours après, on vint chercher les condamnés pour les conduire au lieu de l'exécution. La prison était silencieuse ; on n'entendait que le cliquetis des armes des bourreaux auquel se mêlait un bruit de chaînes... Une à une les cellules se vidaient ; dans le couloir, les prisonniers furent liés avec une corde, les uns disaient adieu aux camarades, les autres les priaient de transmettre leurs dernières paroles aux femmes et aux enfants. Plusieurs d'entre eux entamèrent la chanson : « Ukraine, notre mère », qui fut immédiatement chantée par tous ces malheureux qu'on allait bientôt recouvrir de terre ; malgré les cris des geôliers, ils chantaient, chan-

taient toujours. C'est ainsi qu'ils traversèrent la ville jusqu'au lieu de l'exécution. Nous, témoins impuissants de leur mort héroïque, nous ne pûmes que pleurer...

Encore un exemple : plusieurs personnes condamnées à mort se baricadèrent dans une cellule ; 12 heures durant ces malheureux luttèrent jusqu'à ce qu'ils fussent enfin tués par la fenêtre.

Je ne donne ici que quelques exemples, mais ces faits, à force de se répéter souvent, vous mettent les nerfs au supplice et vous rendent finalement inaptes à la vie.

Dans les 70 prisons de l'Ukraine on exécute tous les mois de 12 à 19 personnes. Dans la prison d'Odessa, en 1927, 87 personnes furent exécutées en quatre mois. A Nikolaev, 41 personnes en trois mois. Mais, au moins, les personnes qu'on y fusille sont tuées d'un seul coup, alors que les autres subissent les souffrances d'une mort lente, effroyable, car les conditions dans les prisons sont désastreuses pour la santé. Beaucoup de malades des détenus sont dues au manque d'air ; il est vrai qu'en été ils « jouissent » d'une demi-heure de promenade dans une courette exigüe où des centaines de détenus soulèvent des tourbillons de poussière. En hiver le manque de vêtements chauds (on condamne des gens à des peines dans des cellules qui ne sont même pas aérées). Les prisons de l'Ukraine sont à ce point encombrées que des salles dans lesquelles se trouvaient autrefois enfermées dix personnes en contiennent maintenant cinquante au minimum ; à Odessa, par exemple, la prison construite pour 950 personnes en contient à présent 3.500. Les cellules calculées pour une personne en contiennent au moins six. Dans la prison de Vinnitza, destinée à 350 personnes, sont incarcérés 1.500 détenus ; dans celle de Zbratzlav, les détenus sont en nombre dix fois supérieurs à ce qu'elle peut contenir. Le manque de linge est presque absolu. La nourriture est distribuée en quantité dérisoire, sa valeur nutritive est presque nulle. Voici la ration quotidienne pour une personne : 200 grammes de pain, une assiettée de potage. Il est évident qu'après 3 ou 4 mois d'un semblable régime le détenu s'affaiblit considérablement.

Le poste d'observation sanitaire d'Odessa peut être considéré comme le meilleur de toute l'Ukraine, attendu que dans la plupart de ces postes le séjour y est un supplice.

Au mois d'août 1922, je dus faire une quarantaine avant d'entrer dans la prison de Vinnitza. Après avoir traversé un couloir, noir et humide (il avait auparavant servi de chantier pour le charbon), je fus poussé dans une salle étroite où grouillaient quelques dizaines d'individus, décharnés, vêtus de haillons ; en me voyant, ils me tendirent leurs mains souillées, tâchant de m'enlever mon sac à pain. Les protestations de quelques anciens détenus de droit commun qui m'avaient connu à la prison de Vinnitza ramenèrent le calme parmi ces prisonniers.

Tout ce monde était entassé dans une pièce étroite ; le long des murs se trouvaient des planches portant des hommes, d'autres étaient étendus pêle-mêle par terre sans pouvoir faire un mouvement. Chaque nouveau venu est immédiatement accaparé par les « Ivans » (les chefs) de la bande des criminels qui volent les habits, la nourriture aux condamnés politiques ; à la moindre résistance, ils les rouent de coups, les frappent dans le ventre pour ne pas laisser de traces. Ensuite, on organise le « baptême » du nouveau venu ; il doit, tout nu, exécuter une danse sauvage ; on lui



bourre le nez de tabac, on accroche à son dos des papiers enflammés. La nuit, quand tout le monde dort, le nouveau venu subit encore un supplice : on entoure ses orteils de papier imbibé d'essence et on l'allume. Il est impossible de décrire tout le calvaire que font endurer les « chefs » aux autres détenus. Pour éviter ces cruautés, il faut être en bons termes avec ces derniers, qui sont généralement élus parmi les vrais forçats. Mais malheur à ceux qui ne veulent point subir les quatre volontés des « chefs ». S'il s'adresse à l'administration il est considéré comme mouchard, il est haï et persécuté par les détenus de droit commun. Il n'est pas rare de trouver de ces malheureux morts des suites de ces cruels traitements sans qu'on puisse jamais découvrir les coupables.

S. P.

LE « TURKSIB »

Sous cette appellation, le gouvernement des Soviets désigne la nouvelle ligne de chemin de fer qui unit le Turkestan à la Sibérie. La construction de ce chemin de fer reçut un commencement d'exécution bien avant la venue au pouvoir des bolcheviks et l'on sait qu'une partie de cette ligne, sur une étendue d'environ 500 kilomètres, depuis la station d'Arys sur la voie magistrale Orenbourg-Tachkent et dans la direction du Djety-Sou (Semirietché) était en pleine exploitation. Mais la réalisation effective de la jonction du Turkestan et de la Sibérie revient au gouvernement soviétique. La pose des rails a pris fin le 1^{er} mai dernier; la longueur totale de cette voie magistrale depuis la station d'Arys jusqu'à Novo-Sibirsk (anc. Novo-Nikoolaevsk) sur le transibérien est de 2.558 kilomètres.

L'on ne peut nier que l'œuvre accomplie par le gouvernement soviétique ne soit considérable; néanmoins l'agitation qui a été faite en Europe autour de ce chemin de fer par les bolcheviks nous semble excessive. Rien n'a été négligé par les bolcheviks pour rehausser la portée de cette œuvre; l'on a vu tour à tour paraître des brochures spéciales, une quantité d'articles munis de chiffres difficiles à vérifier et enfin un remarquable film cinématographique avec inscriptions susceptibles d'induire facilement en erreur, non seulement les Européens, mais encore les Russes non familiarisés avec les conditions ayant présidé à la construction de la ligne. Personnellement, il nous a été donné de lire la plus grande partie des travaux consacrés spécialement au *Turksib*, aussi bien que de voir à Berlin le film « *Turksib* ». Mes amis de Berlin me procurèrent les documents destinés aux hommes d'affaires étrangers, mais non publiés dans la presse soviétique et je dois avouer que, quoique familiarisé avec les mensonges soviétiques, je ne manquai point d'être surpris. Oui, je fus étonné des proportions du mensonge imaginé par le pouvoir soviétique pour tromper l'opinion publique mondiale.

Le gouvernement soviétique accorde au *Turksib* une signification moins économique que politique. Si le *Turksib* doit, d'une part, témoigner du génie constructif du régime soviétique, il doit aussi, d'autre part, souligner l'importance de la « solution pratique par le gouvernement de Moscou du problème des nationalités sous la dictature du prolétariat ». Les bolcheviks ne cessent d'écrire et de déclarer que le *Turksib* est un chemin de fer

Kakak-Kirghize, lequel doit faciliter la prolétarisation du Kazakstan. Il faut cependant avoir en vue que les conceptions sur la prolétarisation chez les léninistes moscovites ont une tout autre signification que chez les anciens marxistes. Pour ces derniers, la prolétarisation signifiait l'apauvrissement (sous le système capitaliste) et la privation de tout ce qui constitue le bien-être dans l'existence. Les bolcheviks, eux, entendent sous ce nom de « prolétarisation » la participation aux bienfaits de la dictature prolétarienne, en premier lieu, la participation au pouvoir et le gouvernement du pays. A ce point de vue, la « prolétarisation » du Kazakstan « devait signifier la création d'un cadre national de prolétariat kazake avant que d'arriver à la prise du pouvoir au Kazakstan par le prolétariat kazake...

C'est ce que doit démontrer en le soulignant le film « *Turksib* » et la brochure explicative à l'usage des étrangers. En fait, ne sont représentées dans le film « *Turksib* » qu'elles phases de la construction du chemin de fer où figurent les Kazaks-Kirghizes, ce qui donne l'impression aux spectateurs qu'eux seuls sont les « constructeurs » de cette voie ferrée; c'est du moins ce qui nous fut rapporté par les Allemands ayant vu ce film.

Il sera donné ici même un aperçu succinct du *Turksib* afin de démontrer en nous basant sur des sources exactes le mensonge soviétique lorsque les bolcheviks parlent du rôle dominant des Kazaks dans la construction de ce chemin de fer.

La construction de cette voie ferrée aux fins d'unir le Turkestan à la Sibérie avait été depuis longtemps décidée; elle devait porter le nom de chemin de fer du *Semirietché* du fait que dans sa plus grande longueur il traverse l'ancienne province du Semirietché actuellement *Djeti-Sou* au Turkestan. Les recherches et le tracé de cette ligne furent terminés en 1909. Déjà, pendant la guerre, une partie du tronçon sud, à partir de la station d'Arys sur le chemin de fer Orenbourg-Tachkent avait été construit.

L'auteur de l'article « Le plan quinquennal de la construction du *Turksib* et son exécution », M. Solkine (cf. Recueil d'articles sur le « *Turksib* », Moscou 1930) reconnaît que sur la plus grande partie de la ligne, c'est-à-dire sur 1.017 km. (des 1.445) on utilisa les résultats acquis par les recherches antérieures, années 1907 et 1909. Le travail des prospecteurs soviétiques ne portait donc que sur 428 km. dont la plus grande partie du tracé est leur œuvre : d'après ce tracé, la ligne partant de Lougovaïa se dirige sur Alma-Ata par le col de Tchoqpar, laissant de côté la ville de Pichpek (act. Frounze, capitale du Kirghizistan). L'ancien projet, lui, faisait passer la ligne par Pichpek et par le col de Kourdaï dans la direction d'Alma-Ata. Il est bon de remarquer que l'une des causes essentielles de ce changement de tracé réside dans le fait que le tracé par le col de Tchoqpar traverse une contrée habitée par des colons russes, alors que dans la région de Kourdaï les Russes constituent une infime minorité.

Nous ne nous attarderons pas dans le présent article sur le côté économique du *Turksib* qui nécessiterait une étude plus développée; nous parlerons seulement de l'aspect politique de la question.

Nous avons dit précédemment que le gouvernement soviétique insistait tout spécialement sur le rôle du *Turksib* dans le processus de prolétarisation du Kazakstan et dans la création, grâce à ce chemin de fer, d'un cadre assez important de prolétariat kazake local.

Voyons un peu les sources soviétiques.

Dans le recueil d'articles sur le *Turksib* déjà cité se trouvent de nombreux articles ayant en grande partie des rapports avec la question qui nous intéresse. D'après l'article intitulé « A l'occasion de l'ouverture de l'exploitation du *Turksib* », du camarade Ryskoulov, 30 % de la population allogène kazake a été engagée pour la construction de la ligne (p. 9). Cela veut dire que le nombre d'ouvriers kazakes employés aux travaux de la ligne pouvait atteindre le chiffre de un million et demi. Mais M. Ryskoulov en sa qualité de fonctionnaire-allogène, au service des soviets, doit évidemment exagérer les « mérites » de ses chefs. C'est pourquoi il est nécessaire de rectifier ses données en nous appuyant sur les indications des auteurs russes moins tenus de compter avec les dirigeants de Moscou et partant, plus libres de se prononcer.

Voici donc M. A. Tavachev, auteur de l'article intitulé « Le rôle du *Turksib* dans la prolétarianisation du Kazakstan » qui accuse le commissariat du Kazakstan et ses organes locaux « d'ignorer la signification économique et politique dans la création d'un prolétariat recruté parmi la population allogène » (p. 37). Et à l'appui de ses dires, il fournit des chiffres susceptibles d'expliquer cette « incompréhension ». Il écrit :

« Sur le tronçon nord, d'après les données fournies en 1928-1929, le nombre d'ouvriers kazaks s'élevait à 508; en octobre 1929, c'est-à-dire au moment où les travaux battaient leur plein, leur nombre atteignait 3.496. Ces chiffres proportionnellement constituent 15,4 et 34,1 % des ouvriers employés aux travaux du *Turksib* durant cette période.

« Sur le tronçon sud, le nombre d'ouvriers kazaks en décembre 1928 s'élevait à 2.998 (34,4 % de l'ensemble) et au mois de juin 1929 il était de 3.922, soit 34,1 % de l'ensemble. »

Ce sont à peu près ces mêmes chiffres que fournit M. Pepeliaev, auteur de l'article intitulé « Le travail et la vie sur le *Turksib* ». Depuis avril jusqu'en décembre le nombre d'ouvriers allogènes occupés aux travaux du chemin de fer s'élevait à 7.850, soit 23,3 % de l'ensemble des ouvriers (p. 109-110).

Comme on peut s'en rendre compte, ces deux auteurs russes estiment à moins de huit mille le nombre des ouvriers allogènes travaillant au *Turksib*, alors que M. Ryskoulov les fixe à près d'un million et demi.

Voyons à présent comment s'effectue la préparation des cadres de cheminots qualifiés recrutés parmi les Kazaks ?

Tout d'abord il faut avoir en vue que la conception d' « ouvriers qualifiés » et son adaptation aux Kazaks en change quelque peu le sens. C'est ainsi que, sous le nom de fonctions « qualifiées », ledit M. Tavachev entend, pour les Kazaks, des emplois de « graisseurs et de chauffeurs » (p. 38). C'est pourquoi il n'y a rien d'étonnant dans le fait que M. Tavachev appelle « la promotion de dix-huit conducteurs, de douze aiguilleurs et de quarante-huit graisseurs » sortis des écoles professionnelles un « large front de préparation de cadres de Kazaks pour les chemins de fer... »

N'est-il point vrai que la formation de dix-huit conducteurs, de douze aiguilleurs... ne représente point un chiffre à ce point significatif pour justifier les succès de la politique soviétique dans la création d'un cadre prolétarien qualifié recruté parmi les allogènes ?

La politique soviétique des nationalités autour du *Turksib* ne se contente pas « d'une douzaine d'aiguilleurs », car enfin cela n'aurait été qu'une demi-victoire. La politique soviétique des nationalités autour du *Turksib*

a été accompagnée de pogroms kazaks organisés par les ouvriers russes avec l'appui des cellules du parti.

Ce même M. Tavachev qui, avec tant d'effronterie, parle de douze conducteurs comme d'une grandiose conquête du « prolétariat kazake » est cependant obligé de reconnaître que, « dans le domaine de la prolétarisation du Kazakstan, se manifeste assez fréquemment un chauvinisme de grande puissance par rapport aux Kazaks ». Nul n'ignore les pogroms kazaks de Serguïopol... On connaît aussi d'autres faits aussi pénibles, les brimades en particulier dont furent victimes les Kazaks de la part des ouvriers russes dans les baraquements ouvriers. Certain V. Bourdeïkine, auteur de l'article intitulé « Le *Turksib* en tant qu'école professionnelle » écrit, p. 88 :

« Le Comité ouvrier de Serguïopol, bien qu'ayant été au courant de la préparation du pogrom kazak, non seulement n'a pas essayé de l'empêcher, mais encore il était disposé de défendre les coupables. Les auteurs du pogrom choisirent même comme défenseur au tribunal le président du Comité ouvrier » (c'est-à-dire un ouvrier russe, communiste. — M. T.).

Ainsi la prolétarisation du Kazakstan s'exprime en tout et pour tout en « dix-huit conducteurs, douze aiguilleurs et quarante-huit graisseurs ».

Le « pogrom de Serguïopol » et les « manifestations assez fréquentes de chauvinisme de grande puissance ainsi que les brimades dont sont victimes les ouvriers kazaks de la part des ouvriers russes » constituent en réalité la politique dite « nationale » du gouvernement soviétique, politique si intimement liée au nom de *Turksib*.

Berlin, mai 1930.

Moustapha TCHOKAÏEFF.

L'expulsion des montagnards du Caucase oriental

L'expulsion des Montagnards du Caucase Oriental n'a été qu'un jeu d'enfants par rapport à ce que fut celle des Montagnards du Caucase occidental. Et tandis que cette expulsion des Montagnards du Caucase occidental restera éternellement comme un exemple historique et unique de la cruauté du vainqueur, celle de leurs frères du Caucase oriental peut servir de document pour illustrer la tactique des autorités russes dans le pays en même temps que les conditions qui empêchèrent le processus d'expulsion de prendre les extraordinaires proportions que chacun connaît dans la partie occidentale de la République des Montagnards.

Cette modeste proportion du processus d'expulsion des Montagnards orientaux s'explique du fait même de la situation géographique du pays; elle s'explique encore du fait des particularités ethniques plus uniformes des habitants et aussi par le désir des autorités russes de ne point trop accentuer sur une large échelle les proportions de ces expulsions.

Si l'on observe la configuration géographique du Caucase oriental, on s'aperçoit que ce pays présente un ensemble de positions retranchées naturelles favorables à une guerre de guérillas. Chaque vallée, chaque défilé, chaque rocher est une défense naturelle où la population locale, dans ses moments critiques, venait toujours chercher refuge. Les Russes ne l'ignoraient point; aussi ne trouvaient-ils guère de tranquillité que dans

la plaine, dans la zone « pacifiée » de la République des Montagnards. Les montagnes restaient les foyers inaccessibles des différents mouvements nationaux des Montagnards du Caucase. Et c'est pourquoi nous voyons les habitants de la plaine et des plateaux avoisinant la grande chaîne, tels que les Kabardiens et les Ossètes, s'accommoder par nécessité de la domination étrangère, tandis que leurs frères du Daghestan ou de la Tchetchnie s'opposaient énergiquement à la marche envahissante des Russes.

La Tchetchnie, qui occupe une partie de l'ancienne province du Térék entre la rivière Akçaï, les montagnes de la petite Tchetchnie et le fleuve Térék, est divisée par le Toïmoï en deux parties : en Petite et Grande Tchetchnie, couvertes en partie de riches forêts. Ce territoire, qui couvre plus de trois mille verstes carrées, est peuplé de Tchetchènes. Cette population, dit un document militaire russe, habite une région des plus inaccessibles qui soient au monde. Imprégnée de fanatisme musulman, excédée par une longue guerre, elle continue à nous haïr et ce sentiment de haine persistera en elle tant que nous resterons à ses yeux des « giaours » (des infidèles). Les Tchetchènes, peu habitués à la vie publique, poussaient leur démocratisme jusqu'à ses extrêmes limites; non seulement la conception de classe était inconnue chez eux, mais l'idée même de pouvoir héréditaire n'existait point et le mot « ordonner » était inexistant dans la langue tchetchène.

Cet ensemble de conditions permit aux Tchetchènes, aussi bien qu'aux habitants, non moins opiniâtres du Daghestan, d'opposer une résistance énergique à l'envahisseur russe. C'est pourquoi les Russes concentrèrent leurs forces sur ce point redoutable pour réduire ce peuple de « pillards » toujours prêt à se battre.

Parmi les nombreux documents d'ordre militaire se rapportant au temps des guerres du Caucase, il en est un qui fut adressé au chef de l'état-major russe le 14 juin 1863, ainsi conçu :

« L'expédition entreprise au début du conflit avec ce peuple et au cours de laquelle furent dépensés tant d'efforts, de moyens, de temps et de vies humaines, est restée sans grands résultats. *Nous avons véritablement éprouvé l'inutilité de la lutte contre les Tchetchènes* qui, profitant de la topographie des lieux dans la vallée de la Sounja et sur les plateaux, nous ont causé des pertes tout en évitant un combat décisif. C'est pourquoi la nécessité nous a obligés à *recourir à un système historique essentiellement russe et qui consiste à installer des Cosaques dans les territoires de la périphérie*. La création d'une ligne continue de villages cosaques depuis la mer Noire jusqu'à la mer Caspienne a protégé notre frontière méridionale des attaques des tribus caucasiennes tout en nous donnant la possibilité de développer notre action d'occupation et de colonisation du pays ennemi. Si nous avons continué à créer des villages cosaques de façon à en former une ligne ininterrompue et à peupler de Russes le plateau, point n'aurait été besoin de *tenir des troupes sous les armes et de ce fait nous aurions en même temps mis les Tchetchènes dans l'impossibilité de nous nuire*. En réalité, pendant ces cinquantes années de guerre, les Tchetchènes n'ont guère perdu que la moitié de leurs terres et encore des moins importantes, tout en conservant une situation telle qu'ils ne sont pas prêts à se soumettre de longtemps encore à notre autorité. »

Cette crainte obligea les autorités russes à chercher une autre issue : on songea à expulser les Tchetchènes de leurs foyers et à les installer

dans la plaine. Ce plan fut soumis au tout puissant général, comte Loris-Melikov. En voici le contenu :

« Dans l'état actuel des choses dans la province du Terek, il ne reste plus qu'un moyen pour réussir : c'est d'avancer nos avant-postes cosaques de la Sounja vers les contreforts des Montagnes Noires et d'occuper les terres à partir de l'emplacement du 2^e régiment de Vladicaucase par Vozd-vijensk et Ersenoï avec pour base Vladicaucase et de l'autre côté sur Khassav-Yourt. S'il se trouvait que des terres fussent libres dans la province du Terek, l'exécution de ce plan ne se heurterait point à des difficultés sérieuses, mais surgit une question : c'est celle de la population tchetchène... Pour elle, une seule solution est possible : il va falloir procéder à *l'échange des terres tchetchènes pour les terres cosaques*. Les régiments de la Sounja, surtout la deuxième partie des villages installés là récemment (1859) se prêteront facilement à cet échange, surtout si l'on prend en considération l'état de ces terres, *privées d'eau et de bois, soumises fréquemment à la sécheresse et à la mauvaise récolte; la perspective des terres fertiles de la Grande Tchetchnie ne peut que leur convenir*. Dans ce cas, la population tchetchène serait concentrée en un seul lieu et les terres séparées en ce moment par les Cosaques, la Petite Kabardie et la région avoisinant le Terek avec les villages tchetchènes sur les deux rives de la Sounja constitueraient un territoire habité exclusivement par la population locale. Se trouvant ainsi coincée, d'un côté par l'ancienne ligne des postes cosaques qui, de Kizliar s'étendait jusqu'à Mozdok le long du Terek, coupée ensuite des montagnes par les nouveaux villages, séparée de la Kabardie par le 1^{er} régiment de Vladicaucase et du plateau koumuik par les frontières naturelles que constitue la chaîne de Katchalykov, les Tchetchènes n'oseraient plus nous menacer d'un soulèvement; ils ne pourraient non plus éviter une surveillance continue. »

Mais ce plan d'une si grandiose envergure en même temps que cruel exigeait, en dehors des complications que comportait sa mise à exécution, une série de mesures décisives : l'entretien d'une nombreuse armée, des dépenses considérables et un délai de trois ou quatre ans. Ces plans ne tardèrent pas à être connus des Tchetchènes, qui résolurent d'y mettre obstacle par la force des armes.

A la tête de ce mouvement apparut *Kounta Khadji*, lequel était en même temps le chef d'une secte à la fois religieuse et politique qui s'était constituée dans la Tchetchnie sous le nom de *Zikr* ou de *Zikrizma*. Ce mouvement prit bientôt un caractère de lutte politique dont l'indépendance du pays était le but. Ce mouvement fut brisé par la force des armes sous Chali, le 18 janvier 1864. Ce fait donna à réfléchir au gouvernement russe, qui songea de nouveau à la possibilité de mettre le plan déjà cité à exécution; il comprit que les Tchetchènes se feront *plutôt tuer que d'abandonner leurs terres pour venir s'installer dans la région qui leur était assignée par les Russes*, ce que voyant, les autorités russes imaginèrent un autre moyen. Cette nouvelle tactique consistait à *affaiblir progressivement la population tchetchène des montagnes en favorisant l'émigration libre dans la plaine ou en Turquie*. Cette manœuvre n'aurait point eu de succès certainement si la vie des Tchetchènes n'avait pas été à ce point troublée. Il n'en est pas moins vrai que 25.000 Tchetchènes émigrèrent en Turquie. Ce n'est donc pas le comte Loris-Mélikov, ni le général Koundoukov qui déterminèrent le mouvement migrateur, mais plutôt la



nécessité pour les Tchetchènes de se tasser sur une étendue de 76 milles carrés, surface insuffisante pour vivre. Ces considérations sont confirmées dans une note du comte Loris-Mélikov ainsi conçue :

« C'est dans ces conditions et dans des circonstances d'un tout autre ordre qu'il a fallu envisager les événements lors du rétablissement de la tranquillité dans la province du Térék : d'une part, l'exiguïté du territoire qui, après l'installation d'une centaine de milliers de Cosaques, devint insuffisant pour les besoins de la population locale et, d'autre part, l'isolement du pays confiné entre des steppes arides et une haute chaîne de montagnes... »

Ainsi, l'une des causes essentielles de l'exode de la population résidait dans le domaine économique. L'exploitation agricole de ses terres constituait pour le Tchetchène la condition principale de son développement normal, condition qui ne pouvait se réaliser dans l'état actuel des choses. *Il fallait donc disperser la population groupée en masses compactes dans les montagnes*; la faire descendre pour l'installer sur les terres précédemment données aux Cosaques paraissait chose impossible.

De toutes les solutions, la seule qui semblait préférable c'était l'exode... *l'exode en Turquie, parmi des coreligionnaires, sans esprit de retour*. Cette idée avait germé de part et d'autre, aussi bien chez les Montagnards que chez les Russes, mais le triste exemple des adighés qui avaient précédé les Tchetchènes dans cette voie semblait commander plus de prudence. Les Russes n'osaient trop compter sur leurs forces dans une entreprise qui allait se heurter à l'opposition redoutable d'un peuple, retranché dans ses montagnes et éloigné de la mer, élément qui avait facilité le plan russe lors de l'expulsion des Tcherkesses. De leur côté, les Tchetchènes n'ignoraient point les malheurs qui avaient accompagné les Tcherkesses dans leur exode en Turquie.

Dans ce moment critique survint un homme qui allait jouer un rôle particulièrement heureux dans la solution du conflit : cet homme ce fut le général Koundoukov, Montagnard d'origine, mais Russe de par sa situation. Et ce n'est pas le hasard qui fit surgir cet homme, investi des fonctions de commandant du district tchetchène par le gouvernement russe, dont il avait la confiance, aussi bien que celle de la population tchetchène; lui seul pouvait trouver une solution au redoutable problème qui mettait aux prises Russes et Montagnards. Nanti de pleins pouvoirs, le général Moussa Koundoukov se mit à l'œuvre. Il s'efforça d'abord de gagner à sa cause le vieux naïb Saad-Oullah (Sadoullah Osmanov), extrêmement populaire parmi les Tchetchènes et le non moins populaire, parmi les Ingouches, Aliko Tsougov. Cette circonstance a donné lieu à des suppositions en ce qui concerne le général Koundoukov, que d'aucuns étaient tentés de considérer comme ayant partie liée avec les Russes, alors qu'en réalité il n'avait en vue que d'épargner à ses compatriotes les suites désastreuses d'un soulèvement voué à l'insuccès. « Les sentiments qui, dans cette affaire, ont guidé le général Koundoukov, écrivait le 7 mai 1864 le général Loris-Mélikov me furent ouvertement dévoilés : en facilitant l'émigration des Tchetchènes en Turquie, il espère les sauver du désastre qui ne manquerait pas de les atteindre au cas d'un soulèvement. Ses convictions bien établies sur une semblable soulèvement dans le Caucase oriental, sont, je pense, connues de votre Excellence. »

Il existe encore d'autres témoignages en faveur du général Koundou-

kov, qui à son tour quitta la Russie à la tête des émigrés caucasiens, et contre laquelle il se battit ensuite. Le général Koundoukov montra l'intérêt qu'il portait à ses compatriotes lors des négociations qu'il engagea à Constantinople avec le gouvernement turc pour obtenir les meilleures conditions possibles en faveur des cinq mille familles d'émigrés caucasiens.

Après de longs pourparlers, le gouvernement turc finit par consentir à l'entrée en Turquie de ces cinq mille familles qu'il se proposait d'installer dans la région comprise entre la chaîne de Sagaïlouk et le lac de Van, par Toprak-Kale, Mélezguir et Patnos. Mais le gouvernement russe, inquiet de voir installer près de ses frontières un peuple aussi belliqueux que les Tchetchènes, demanda instamment, par l'intermédiaire de son ambassadeur, leur éloignement à l'intérieur du pays, dans la région d'Erdjindjan et de Diarbékir. S'il en était autrement, le gouvernement russe interdirait toute émigration en Turquie. Les pourparlers ayant repris, le ministre des Affaires étrangères de Turquie consentit à installer les émigrés tchetchènes loin des frontières de Russie, dans la région d'Alep. Le général Koundoukov lui-même s'occupa de l'exode des 22.491 Tchetchènes, auxquels s'étaient joints des Kabardiens, des Ossètes, des Lezghes, portant ainsi le nombre des émigrants à 30.000.

Groupés par échelons de 150 à 200 familles, les premiers contingents quittèrent Vladicaucase, leur point de concentration, le 28 mai 1865, et par Mtskhett, Borjom, Atskhour et Akhalkalaki, atteignirent la frontière turque le 17 juin. Ainsi défilèrent les autres échelons, jusqu'à ce que le dernier eut quitté Vladicaucase le 16 août de cette année 1865.

D'accord avec le général Koundoukov, les autorités turques, désireuses d'installer les nouveaux venus dans des régions fertiles, les retint dans le voisinage de la frontière turco-russe. Mais le gouvernement russe exigea que la Turquie remplît ses conditions, allant jusqu'à la menacer d'une déclaration de guerre. Cette situation se prolongeant, les émigrés manifestèrent un sourd mécontentement qui se traduisit bientôt par des troubles. Quelques-uns même tentèrent de repasser la frontière, excédés par la souffrance et les privations. Ce n'est qu'à la fin de 1867 que toute cette masse d'émigrés fut éloignée de la frontière et installée par-delà Erzindjan et Diarbékir. 13.648 d'entre eux furent installés dans la région de Mardin, près des ruines de l'ancienne Ras-el-Aïn; un deuxième groupe fut installé par delà Sivas; un troisième dans les sandjaks de Biga et d'Albistana; ces emplacements, dépourvus d'eau, pierreux, déserts et malsains ne se prêtaient guère à la culture. Les bestiaux ne tardèrent pas à périr, les émigrés eux-mêmes, nonobstant les secours en riz et farine fournis par le gouvernement de Turquie, commencèrent à tomber malades et furent en grande partie emportés au cours des quatre premières années. Les survivants ne pouvant plus rester en ces lieux déshérités se dispersèrent. Quelques-uns gagnèrent les régions montagneuses d'Anatolie, région de Sivas, de Diarbékir, d'Erzeroum, etc. Les Russes triomphaient : ils avaient ainsi réussi à se débarrasser des « éléments les plus remuants ». Cinquante ans ne s'étaient point écoulés que les Russes pouvaient s'apercevoir de la fragilité de leurs calculs. Les Montagnards révoltés libéraient leur territoire, adressant par-dessus les hautes montagnes du Caucase leur salut fraternel à ceux qui, passés autrefois en Turquie, avaient tant souffert de l'envahisseur russe.

En Azerbaïdjan

La politique de collectivisation de l'Economie rurale en Azerbaïdjan a complètement échoué. Les bolcheviks eux-mêmes n'essaient point de le cacher ; l'expérience ne leur ayant point réussi, ils font machine en arrière ; ordre a été donné de suspendre la mise à exécution du système des kolkoz dans la république et de rappeler à Bakou les fonctionnaires chargés de son application. Mais il n'en est pas moins vrai que cette expérience a coûté des flots de sang. L'Europe a été fort peu informée sur le soulèvement d'Azerbaïdjan. Le *Morning Post* écrit que la révolte des Turks d'Azerbaïdjan a eu un caractère exceptionnellement grave et le communiste Eliava, chef du gouvernement de Transcaucasie a reconnu dans son rapport au comité local du parti que dans certaines régions la révolte des paysans n'est pas encore réprimée. M. Eliava a également reconnu que la tentative faite par les représentants locaux du pouvoir, dans le but d'appliquer la politique agraire de M. Staline, sans prendre en considération les particularités de la population turke, a causé une grande effusion de sang.

Tout récemment, a eu lieu une réunion plénière du parti communiste azerbaïdjanien, au cours de laquelle la question touchant à la politique agraire du Gouvernement a été examinée et âprement débattue. Le secrétaire du parti, et terreur des communistes, le célèbre Tchikalo, a lu un rapport dans lequel se trouvaient exposées les causes ayant provoqué cette catastrophe. Il s'efforça de justifier le recul de M. Staline, insistant sur le fait que le plan du gouvernement s'était heurté à la résistance unanime des paysans d'Azerbaïdjan ; il souligna également l'influence que les tendances de droite et celles de gauche pouvaient avoir au sein du parti communiste ; il démontra par des faits les pertes essuyées par les paysans et par l'armée rouge au cours de ce conflit. Il constata le rôle fatal dans les événements d'Azerbaïdjan, des fonctionnaires qui provoquèrent les soulèvements. Dans son rapport, M. Tchikalo cita à titre d'exemple le fait suivant survenu dans un village. Le fonctionnaire soviétique ayant lu les instructions des autorités centrales desquelles il apparaissait que la collectivisation devait atteindre non seulement les terres et le grain, mais encore les poules et la volaille en général, les paysans ne pouvaient accepter de bon gré leur application. Dans une autre localité d'Azerbaïdjan, l'ordre ayant été donné de détruire les koulaks (paysans aisés), les fonctionnaires se prirent à classer les « koulaks », englobant sous cette appellation les « seredniaks » ou paysans moyens dont ils confisquèrent leur avoir qu'ils se partagèrent ensuite. Des faits semblables pourraient être reproduits à l'infini afin de mieux mettre en évidence les abus des communistes locaux dans l'exécution des ordres du Gouvernement. Cette justification du pouvoir soviétique devant l'opinion publique n'a évidemment aucune base. La responsabilité de l'effusion de sang, la transformation du pays en monceaux de ruines et les perspectives d'une famine prochaine incombent dans leur entier au Gouvernement soviétique. Du fait du régime soviétique, cette contrée, autrefois riche, est en pleine décadence ; les paysans, autrefois aisés, se trouvent aujourd'hui réduits à la misère, sans vêtements ni chaussures. Ce que l'on a écrit, ce que l'on écrit encore de nos jours, est loin de la réalité ; combien de faits resteront longtemps encore

ignorés du public. Bien que théoriquement les bolcheviks prennent en considération le fait que l'Azerbaïdjan est un pays de petits propriétaires, en réalité ils n'en tiennent aucun compte, si bien qu'en lésant les intérêts des paysans, ils lèsent en même temps les intérêts de la République. Il fut un temps où le tout-puissant Mirzoïan disait : « Bakou prolétarien est entouré d'une mer de paysans contre-révolutionnaires ». C'est donc cette mer qui de nos jours s'agite !

* *
* *

Les émigrés qui nous viennent de Perse racontent que la révolte des paysans en Azerbaïdjan prend de jour en jour un caractère de gravité exceptionnel. Ils déclarent que la nuit venue des feux s'allument dans les montagnes couvertes de forêts. Ces feux marquent l'emplacement des bivouacs d'insurgés avec lesquels la population est en contact permanent ; c'est par elle que s'opère le ravitaillement en vivres et en munitions. Leurs attaques s'effectuent la nuit ; avec la venue des beaux jours l'on s'attend à des événements graves.

Le Gouvernement soviétique a décrété l'amnistie pour les insurgés. Les paysans n'accordent aucun crédit aux promesses communistes, ayant appris par expérience ce qu'elles valent, aussi s'abstiennent-ils de livrer leurs armes. Un délai pour la remise des armes a été fixé par le Gouvernement ; passé ce délai, les délinquants seront déclarés hors la loi. Les paysans insurgés n'inquiètent point les simples fonctionnaires communistes, mais il n'en est pas de même des agents des collectives agricoles faisant de la propagande pour la collectivisation de l'économie rurale et des soldats rouges ; s'ils viennent à tomber dans les mains des insurgés, ils sont exterminés sans pitié. Et quant aux coopératives et aux magasins à blé de l'Etat, ils sont soumis au pillage avant que d'être incendiés.

Mais il faut bien dire que le Gouvernement soviétique, de son côté, par le fer et par le feu, réprime les soulèvements locaux lorsqu'il en a la possibilité.

De nos jours, le nom de Teïmour est sur toutes les lèvres. C'est lui le chef incontesté des insurgés qui opèrent dans le district de Lenkoran, en même temps que la terreur des communistes ; son apparition est un sujet d'effroi pour les communistes. Ce qui étonne, c'est que parmi les organisations bolchevistes locales se trouvent des membres du parti qui lui sont dévoués. Il est toujours informé sur les mesures envisagées par le Gouvernement soviétique. Il semblerait qu'il veut donner au mouvement *un caractère politique. Son but essentiel serait de grouper et de créer un lien qui unirait les détachements qui opèrent dans le voisinage afin de mieux les diriger.* Les forces de Teïmour se groupent autour du drapeau national d'Azerbaïdjan ; sur des pancartes sont inscrits les mots d'ordre suivants : « Notre plan quinquennal consiste à exterminer les communistes. Si nous trouvons un appui et des secours parmi le peuple, ce plan sera exécuté dans un délai d'un an ».

On estime à une centaine le nombre de ces détachements d'insurgés en Azerbaïdjan ; chacun d'eux compte de cent à deux cents hommes. Tous les efforts des bolcheviks tendent à les isoler ; la nature elle-même semble se tourner contre les insurgés : un hiver rigoureux s'est appesanti sur la Transcaucasie. Aux yeux des paysans, les insurgés auraient commis une erreur très grave en déclenchant trop tôt leur mouvement. Il semblerait

cependant que ce mouvement a été précipité par les bolcheviks eux-mêmes afin de le réprimer plus facilement. Il est intéressant de voir quelle tournure prendront ces événements les mois qui suivent. En prévision, le Gouvernement soviétique ne reste pas inactif. Il fait venir en toute hâte de forts contingents de l'armée rouge en Transcaucasie. Actuellement, le Caucase n'est plus qu'un immense camp retranché.

SUBIK-TEKIN.

Après le procès de l'Union pour la libération de l'Ukraine

Communiqué du Haut Conseil des Émigrés Ukrainiens

En décembre 1929, le Haut-Conseil des Emigrés Ukrainiens avait présenté ses protestations au sujet de la terreur rouge qui sévit jusqu'à présent en Ukraine. Il s'était élevé tout particulièrement contre la campagne des autorités soviétiques à l'égard des intellectuels ukrainiens qui furent arrêtés par milliers. Parmi eux, quarante-cinq personnalités des plus en vue durent se présenter devant le tribunal bolchevik en qualité d'inculpés. Le pouvoir soviétique avait organisé à Kharkiv un grand procès politique qui, commencé en mars dernier, ne s'est terminé que le 20 avril.

Le verdict a été sévère : quatre personnes, l'académicien Serge Efremov, Vadimir Tchechivsky, chef de l'église orthodoxe autocéphale, André Nikovsky, homme de lettres, et Pavlouchkov, ont été condamnés chacun à dix ans d'emprisonnement en cellule. Les autres inculpés auront à subir des peines variant de deux à huit ans de prison ou seront déportés au nord de la Russie et en Sibérie. Quelques-uns seulement, condamnés conditionnellement, sont actuellement libérés.

Si l'on considère l'état déplorable des prisons soviétiques, l'entassement effroyable des détenus, les maladies épidémiques qui y sévissent, on peut envisager cette répression à l'égard de l'élite ukrainienne comme une condamnation masquée à la peine capitale.

Cette rigueur des sanctions ne se justifie guère (du point de vue du monde civilisé) par les faits qui purent être établis au cours des débats. Les quarante-cinq condamnés sont tous des intellectuels ayant consacré leur vie au travail, comme savants, écrivains ou professeurs.

Certes, nous ne cherchons pas à nier que l'Union pour la libération de l'Ukraine, pour l'organisation de laquelle ils ont été jugés, avait pour idéal la constitution d'une Ukraine indépendante, libre, démocratique. Néanmoins, le tribunal n'a pu apporter au cours des débats la preuve d'aucun acte agressif de la part des membres de ladite Union.

Une condamnation aussi dure pour des idées, même hostiles au régime qui exerce le pouvoir dans le pays, est non seulement révoltante en elle-même, mais contraire aux principes de la conscience moderne. A notre époque, un procès comme celui de Kharkiv n'est possible dans aucun pays autre que dans les Républiques soviétiques.

Organisé dans un théâtre, en présence d'un grand public, spécialement choisi, et avec utilisation de la T.S.F., ce procès devait servir à la propa-

gande des théories communistes. Dans leur réquisitoire, les avocats généraux s'efforcèrent de convaincre le peuple ukrainien des bienfaits du régime soviétique. Et, pour atteindre son but, le tribunal n'hésita pas à user du procédé de provocation et de falsification appliqué sans vergogne à Kharkiv. Pendant les mois de leur détention préventive et au cours de cet interminable procès, les accusés furent en proie aux raffinements d'une torture morale peut-être inconnue jusqu'ici dans les annales des tribunaux.

Ce n'était d'ailleurs qu'une parodie de tribunal. Ainsi, les « défenseurs » officiels (les seuls admis au procès) ne diffèrent en rien dans leur manière d'agir des avocats généraux : non moins sévèrement que ces derniers, ils chargèrent leurs clients au lieu de les défendre. Aucune véritable discussion n'eut lieu entre les parties ; tout était préparé, décidé d'avance par le Guépéou qui avait placé, comme inculpés fictifs, quelques-uns de ses agents provocateurs, parmi les accusés. Il s'est également trouvé parmi ceux-ci des hommes moins énergiques qui n'ont pas su résister aux menaces des agents du Guépéou, menaces si dangereuses non seulement pour la vie même des accusés, mais pour leurs parents et leurs amis ! C'est de cette façon qu'ont été obtenues quelques dépositions ridiculement mensongères qui ne réussirent cependant pas à réfuter ce fait établi clairement au cours du procès, que l'Union pour la libération de l'Ukraine a eu pour seul but la réalisation de l'idéal national de l'Ukraine indépendante et démocratique.

La population ukrainienne, et tous les lecteurs des journaux soviétiques ont pu apprendre, en suivant les phases du procès, beaucoup de faits nouveaux sur la lutte que le gouvernement national de la République démocratique ukrainienne poursuivait et ne cesse de poursuivre avec persévérance en Ukraine et à l'étranger. >

Les débats de Kharkiv ont prouvé que ce procès ne visait pas tant les intellectuels, savants ou écrivains qui se trouvaient aux bans des accusés, que les *membres du gouvernement de la République démocratique ukrainienne résidant à l'étranger*. Les attaques dirigées quotidiennement pendant toute la durée du procès contre ces derniers par les avocats généraux de Kharkiv montrent à quel point est inquiétante pour le pouvoir soviétique l'activité du gouvernement national ukrainien et de l'émigration politique. Ce procès a également prouvé combien il est difficile de faire une politique « constructive » en Ukraine même. Sous l'autorité des bolcheviks, on ne peut qu'y soulever des insurrections ou provoquer une révolution pour en chasser les occupants. *Tout ce qui concerne la réorganisation future de l'Ukraine incombé aux seuls Ukrainiens demeurés libres, c'est-à-dire à l'émigration politique de l'Ukraine.*

C'est pour cela que le Haut-Conseil de l'émigration ukrainienne qui réunit les plus grandes organisations centrales se trouvant en France, en Pologne, en Tchécoslovaquie, en Roumanie et dans d'autres pays d'Europe, croit devoir soutenir de toutes ses forces l'activité du gouvernement national de la République démocratique ukrainienne ainsi que les diverses organisations politiques qui ont pour but de libérer l'Ukraine du joug de la Moscovie rouge et de rétablir l'indépendance de la République démocratique ukrainienne.

Le Haut-Conseil proteste contre la condamnation arbitraire du grand patriote Serge Efremov et de ses amis. Il proteste contre les méthodes du pseudo tribunal de Kharkiv.

Le Haut-Conseil des Emigrés Ukrainiens.

Le Centenaire du rétablissement de l'indépendance grecque

La Grèce célèbre cette année-ci (année et non pas ce mois parce que la fête est ouverte du 25 mars au 1^{er} novembre) le centième anniversaire de sa libération du joug étranger, du rétablissement de son indépendance.

S'il y a des dates dans l'histoire qui soient chères aux peuples opprimés, après celle de la Grande Révolution Française, la commémoration de la délivrance de la Grèce est certainement la plus précieuse de toutes.

La Révolution Française a proclamé en effet le droit du peuple à disposer de lui-même: *La Nation est souveraine!* C'est au peuple grec que revient le grand mérite de réaliser le premier ce droit par une lutte héroïque et par d'innombrables sacrifices. Il a montré aux autres peuples subjugués l'exemple de la lutte persévérante pour la liberté et leur a frayé ainsi le chemin vers l'indépendance.

Il est vrai que la Grèce est la patrie du père de la tragédie, d'Eschyle, de ce génie créateur du tableau impérissable des souffrances indécibles: *Prométhée enchaîné.*

Il est vrai aussi que ce n'est pas un effet du hasard que ce tableau se trouve placé sur un rocher du Caucase, car aux temps d'Eschyle encore, les habitants de cette contrée étaient souvent la proie des invasions. Ce qui importe, c'est qu'aujourd'hui, ce tableau est encore plus vivant et plus actuel qu'il y a 25 siècles, parce qu'il est le visage véritable des peuples du Caucase. C'est ce qui explique aussi la sympathie et la sincère reconnaissance qu'éprouvent les peuples du Caucase à l'égard de la Grèce.

Aussi me sera-t-il permis de donner ici un court aperçu des événements si intéressants de la lutte pour l'indépendance grecque dont on fête actuellement le Centenaire.

Un peuple ayant un passé si grand, si glorieux, peuple dont l'ancienne civilisation est la base même de la culture de l'Europe contemporaine, ne pouvait pas se concilier avec le joug étranger, ni disparaître. Mais quatre siècles d'esclavage l'avaient affaibli intellectuellement, ruiné économiquement et fait sensiblement diminuer sa population. Ses meilleurs fils, ne pouvant supporter la situation qu'on leur faisait subir, fuyant leur patrie, se dispersaient dans le monde entier. Dans ces conditions, si son passé l'indiquait d'être le premier parmi les peuples pour donner corps au principe de nationalité, le peuple grec n'était, à cette époque, nullement préparé pour sa grande mission. Il était incroyable et humainement illogique qu'il osât s'engager dans une lutte décisive contre le puissant Empire Ottoman qui l'opprimait. Cependant, le Grec brave la logique humaine et défie toute conception à ce sujet. Puisant la force et la puissance dans la mystique de la Nation Souveraine, il se jette tête baissée dans la bataille et voilà le miracle accompli: le tout-puissant oppresseur est obligé de lâcher sa proie et l'Etat indépendant grec réapparaît sur la carte géographique.

C'est ainsi que la Grèce a ouvert l'ère nouvelle du mouvement national. Son exemple est un stimulant pour l'Italie et pour l'Allemagne qui réalisent leur unité nationale. Le mouvement continue sa marche triomphale, appelant à la vie indépendante nationale les peuples roumain, serbe, bulgare, finlandais, polonais, tchèque, letton, esthonien, lithuanien, égyptien, irlandais, etc..., de sorte qu'il n'en reste plus beaucoup qui soient

privés de la liberté. Il est certain que ce mouvement ne saurait s'arrêter tant qu'il reste encore des peuples qui aspirent à devenir libres.

*
**

Les Hellènes ont longtemps lutté pour leur indépendance, mais le point de départ du mouvement national peut être fixé à l'année 1814. C'est en effet à cette date que se rapporte la création de la première organisation secrète qui devait ensuite jouer un rôle primordial dans la lutte pour l'affranchissement de la Grèce. Ce fut à l'étranger, notamment à Odessa, que trois Grecs : Xanthos, Tsacaloff et Scouphas, la fondèrent sous le nom de « Philiki Hétairia » (société amicale). Rentrés dans leur pays, ils se mirent à l'œuvre. L'hostilité existante entre les deux empires, Russe et Ottoman, prêtait à croire que ces trois conjurés, avant que d'entreprendre une œuvre aussi grandiose, s'étaient préalablement assurés l'appui puissant d'Alexandre I^{er}. Le lieu de fondation de cette société, d'une part, et la présence à la cour impériale russe de deux Grecs distingués, Capo d'Istria (ministre) et Ipsilantis (aide-de-camp d'Alexandre), ne pouvaient que confirmer, aux yeux de la population, les bruits répandus à ce sujet. Cette circonstance devait encourager les Grecs et faciliter ainsi la tâche d'organisation du cadre des combattants. Que l'empereur Alexandre incitait les Grecs au soulèvement contre la Turquie, c'est un fait historique qui ne fait pas l'objet du moindre doute. Mais le fait caractéristique est également établi qu'il a joué un rôle singulier et même perfide. Quoiqu'il en soit, à l'initiative d'Odessa, le tzar doit être étranger.

La Société « Philiki Hétairia », dirigée par Rhigas Phéraiios, se développe rapidement. Ayant des ramifications dans toutes les villes, elle réussit déjà en 1819 à provoquer à Constantinople une agitation importante qui est violemment réprimée, mais qui la rend populaire et lui donne une telle autorité qu'elle parlera au nom de tout le peuple hellène.

En 1820, « Philiki Hétairia » se prépare à soulever le peuple et fait appel à Ipsilantis. Ce dernier accepte l'invitation et devient le chef de cette organisation insurrectionnelle. Ipsilantis élabore un plan selon lequel l'insurrection doit être générale et spontanée et que tous les peuples soumis à la domination turque doivent agir en même temps. C'est dans ce but qu'il engage des pourparlers avec les Serbes, les Roumains et les Bulgares. Les pourparlers n'aboutissent pas.

En 1821, l'insurrection éclate. Le Grec est seul contre le géant ottoman. Au nom du peuple hellénique, Ipsilantis lance des appels émouvants aux Grandes Puissances, en particulier à l'Empereur de Russie. Les Grandes Puissances l'accueillent avec indifférence et Alexandre I^{er}, sur le secours urgent duquel on comptait surtout, blâme l'appel, condamne l'insurrection des Hellènes ! Non, ce n'est pas une insurrection, c'est une *révolution* libératrice et c'est Meternich qui dirige l'orchestre de la réaction européenne, réaction provoquée par la Grande Révolution Française, encouragée et raffermie par la chute de Napoléon.

Ipsilantis est arrêté par les autorités autrichiennes et jeté dans la prison de Vienne où il meurt. Il est remplacé par Colocotronis pour diriger le mouvement. Les insurgés remportent des succès notoires. Des villes et des villages tombent dans leurs mains. Mais les autorités ottomanes commencent à se ressaisir et se livrent à des actes de vengeance : A Constantinople,



le Patriarche Grégoire est pendu ; à Chios, 10.000 personnes sont massacrées en une seule journée. Le nombre des personnes ainsi massacrées, à partir du 26 février 1821 et jusqu'au 30 mai 1822, s'élève à 230.337.

Le monde officiel se tait. Pas plus Alexandre I^{er}, qui avait, par hostilité contre la Turquie, incité les Grecs à s'insurger, que le gouvernement britannique, qui avait pourtant à sa tête un grand philhellène, Lord Canig, personne ne songe à protester.

Les insurgés subissent des défaites successives. Les massacres continuent, de même que le sinistre silence des gouvernements. Les Suisses sont à juste titre fiers que leur Gouvernement fut le seul en Europe qui manifeste ouvertement ses sympathies en faveur des Hellènes. Mais, hélas ! la Suisse ne pouvait faire grand chose. De plus, sa neutralité, qui venait enfin d'être garantie, l'obligeait à des égards exagérés vis-à-vis des Grandes Puissances. Alors, ce sont les meilleurs Suisses, Meyer et Eynard, qui travaillent pour la grande cause. Lord Byron s'empresse également d'intervenir dans la lutte désespérée et la voix généreuse et noble de Victor Hugo retentit en faveur de la Grèce. Mais ce sont toujours des voix isolées d'idéalistes. On est déjà à la fin de 1825, les insurgés perdent la bataille. Il ne leur reste qu'un petit coin libre — la ville de Missolonghi — où ils se retranchent. Ils ne veulent pas se rendre et opposent une résistance héroïque. Les Turcs, au nombre de 70.000, les cernent par terre et une flotte puissante organise le blocus. C'est la mort par la famine de ces indomptables héros et avec eux la population d'une ville de 25.000 âmes. Quelques mois passent. La moitié de la population est déjà fauchée par la mort : des 4.500 combattants, il n'en reste qu'à 1.600 le 22 avril 1826. Ceux-ci rassemblent leurs dernières forces, ils se jettent le sabre à la main sur les ennemis, percent le front et se sauvent. En même temps, le reste de la population met le feu dans les dépôts de poudre et, faisant sauter toute la ville, se donne la mort, ensevelissant sous les ruines près de 2.300 assiégeants turcs.

Cette terrible catastrophe émut l'opinion publique de l'Europe. Maintenant, les gouvernements sont obligés d'intervenir. La France, l'Angleterre et la Russie adressent un ultimatum à la Turquie. Et puis, ce fut la bataille de Navarin, en 1827, où les escadres française, russe et anglaise battent la flotte turque. Le 22 mars 1829, paraît le premier protocole annonçant l'indépendance grecque. Le 3 février 1830, le traité de Londres, signé par la France, la Grande-Bretagne et la Russie, consacre définitivement cette indépendance.

Il semble que la Grèce a été bien inspirée de n'avoir pris, cette fois, aucune de ces dates pour commémorer son jour de fête, mais qu'elle a choisi le 25 mars 1930. En effet, c'est à cette date qu'on a hissé librement le drapeau national et fêté solennellement l'indépendance. Et, si l'on s'en rapporte au discours remarquable prononcé à cette occasion par l'archevêque Germanos, où il adjure ses compatriotes de ne compter que sur leurs propres forces, ce choix revêt un sens politique plein de sagesse.

Les journaux d'Athènes annonçaient avec satisfaction la participation, pour la première fois depuis la proclamation de l'Indépendance grecque, de la Turquie à la fête nationale hellénique. Le motif de cette participation est encore plus réjouissant. Le gouvernement d'Angora la justifie, en effet, « par la reconnaissance du fait que de même que la Turquie lors de la proclamation du Pacte National par l'Assemblée Nationale, la Grèce aussi s'est insurgée le 25 mars contre un régime qui avait aboli ses libertés ».

*
**

A l'occasion du Centenaire de la Renaissance de la Grèce à la vie nationale indépendante, le monde entier vient de rendre un hommage émouvant au précurseur des peuples, à son héroïsme, à son abnégation, à son dévouement à l'idéal.

Que de commentaires, que de réflexions provoqués par ce grand événement du siècle dernier ! La presse mondiale constate en effet avec joie que l'idée de la Grande Révolution française, appliquée la première fois par la Grèce et suivie par tant de peuples, a abouti à sa suprême expression, à la création de la Société des Nations. Mais la tâche de la libération nationale n'est pas achevée : Prométhée est encore enchaîné. Certes, nous connaissons la psychologie et la mentalité des gouvernements qui, malgré le changement de temps, restent toujours les mêmes : chaque gouvernement, quel qu'il soit, se voit obligé de considérer les événements internationaux du point de vue de la situation intérieure de son pays. D'ailleurs, le *Manchester Guardian* le reconnaît loyalement dans un remarquable article consacré précisément à la Grèce, en disant que « la regrettable préoccupation du peuple anglais par des questions intérieures critiques de l'Empire britannique diminue aujourd'hui son activité libérale si nécessaire aux nationalités opprimées ».

Nous savons également qu'il a toujours existé des gens vénaux et des fripouilles qui se mettaient au service de tel ou tel potentat. Il en existe encore aujourd'hui. Mais ce que nous n'admettrons jamais, c'est l'idée que des organismes internationaux, dont la tâche principale est la sauvegarde de la paix et de la liberté, puissent se laisser intimider par la « terreur morale » que tentent d'exercer sur une partie de l'opinion publique les agents camouflés du despotisme bolchevik.

Nous nous opposerons également à ce que la Société des Nations, contrairement à sa mission, puisse être considérée comme un instrument ayant pour but de maintenir le reste des peuples opprimés dans l'esclavage.

C'est dans cet esprit que nous nous associons à l'admiration générale à l'égard du peuple héroïque de Grèce dont on commémore aujourd'hui la libération.

KCHARITON CHAVICHVILY.

LA QUESTION DE CARÉLIE

A l'Est de la Finlande s'étend un vaste pays qui se compose de l'ancien gouvernement d'Olonetz et d'une partie du gouvernement d'Arkhangel. Il diffère, au point de vue géographique et ethnographique, nettement de la Russie. Ses frontières naturelles vers le Sud sont formées par le fleuve Svir (Siväri), vers l'Est par le lac d'Onega (Aanisjarvi), par quelques lacs et fleuves entre l'Onéga et la Mer Blanche et par cette mer même, vers le Nord par l'Océan Glacial. La partie méridionale de ce pays, la Carélie de l'Est ou la Carélie tout court, est couverte de forêts avec des lacs innombrables. Elle est divisée en Carélie d'Olonetz (Aunus) et Carélie dite de Viena (Dvina). La partie septentrionale, formée par la région de Mourman et la péninsule de Kola, a un caractère arctique.

La population de ces régions n'est évaluée qu'à 250.000 âmes. La Carélie est habitée, en grande majorité, par le peuple qui lui a donné son nom, les Caréliens, branche du peuple finnois et parlant un dialecte finnois. Les Russes ne sont en majorité que sur les bords du lac Onéga et de la Mer Blanche. Le nombre total des Caréliens est évalué à 200.000. La contrée où ils forment une population compacte compte environ 120.000 kilomètres carrés. La population extrêmement clairsemée de la région de Mourman et de la péninsule de Kola, se compose de Caréliens, de Lapons, de Zyrianes et de Russes.

Les Caréliens habitaient, au moyen-âge, un territoire plus étendu : à l'est jusqu'au lac d'Ilmen, et jusqu'aux rives de la Dvina et du Mäzen; à l'ouest ils occupaient avec d'autres tribus finnoises une partie de la Finlande actuelle. Par la suite ils furent, au sud et à l'est, refoulés ou assimilés par les Russes. Après la conquête de la Finlande par la Suède les Caréliens de l'ouest furent séparés de ceux de l'est et ils s'assimilèrent aux autres Finnois de Finlande; ils se trouvèrent ainsi sous l'influence de la civilisation de l'occident et jouirent des institutions libres de la Suède. Convertis d'abord à la religion catholique, ils devinrent luthériens au xvi^e siècle. Seulement quelques dizaines de milliers de Caréliens de Finlande, habitant, au nord du lac Ladoga, dans une contrée qui, avant la paix de Stolbova (1617), avait appartenu à la Russie, sont encore orthodoxes; mais ils parlent à peu près le même dialecte que leurs frères de l'autre côté de la frontière.

Les Caréliens de l'est, au contraire, subjugués par la Russie et convertis à la religion orthodoxe, ont subi, pendant des siècles, tous les malheurs de la domination des tsars. Leur terre fut par Catherine II déclarée propriété d'Etat. Le Gouvernement russe ne faisait rien ou presque rien pour leur progrès matériel; leur langue nationale restait entièrement négligée, le russe étant la langue officielle. Or, dans leurs forêts impénétrables, les paysans caréliens gardaient leur langue et leurs traditions nationales. C'est là qu'au xix^e siècle fut retrouvée la plus grande partie des chants admirables qui constituent la grande épopée finnoise, le *Kalévala*.

Mais les Caréliens n'ont jamais oublié qu'ils sont Finnois. En 1905, après la première révolution russe, une assemblée réunie à Uhtua dans la Carélie de Viéna résolut de présenter au Gouvernement russe une pétition dans laquelle elle réclamait des droits politiques, la confirmation des droits des paysans à la possession de la terre et la reconnaissance de la langue nationale comme langue de l'enseignement et du culte religieux. Cette pétition, signée par 3.000 personnes, fut envoyée à la Douma. Elle resta sans lendemain. Certes, le Gouvernement procéda à la fondation de nombreuses écoles, mais la langue dont on se servait pour l'enseignement était le russe. Le but de cette éducation populaire n'avait d'autre but que d'intensifier la russification. La Finlande, qui manifestait un intérêt croissant pour cette population finnoise abandonnée, essayait de leur venir en aide; c'est ainsi qu'elle se mit à fonder en Carélie des écoles privées finnoises, mais elles furent bientôt supprimées par les autorités russes et tout travail culturel en langue maternelle, même pour les besoins du culte, fut interdit. Pendant la grande guerre, la jeunesse carélienne dut verser son sang pour l'impérialisme russe. La construction du chemin de fer de Mourman qui longe les frontières ethnographiques à l'est de la

Carélie devint un moyen de russification. En un mot, ce petit peuple, à peine arrivé à avoir conscience de son existence nationale, paraissait condamné à être englouti dans les ondes de l'expansion russe.

La révolution de 1917 fit naître parmi les Caréliens un espoir inattendu de salut. Une députation fut envoyée à Pétrograd afin d'y présenter les mêmes vœux qui avaient été formulées en 1905. Le 13 juillet eut lieu à Uhtua une grande assemblée au cours de laquelle fut adopté un projet concernant le système gouvernemental intérieur des contrées de Viéna (Dvina) et d'Aunus (Olonetz) ». On n'y demandait rien que l'autonomie locale, en fixant les frontières naturelles de la Carélie : au Sud, la rivière de Svir, à l'Est, les lacs d'Onéga et d'Uikujärvi, la rivière d'Uikujoki et la mer Blanche. Mais la révolution bolchéviste, qui ne trouvait aucune sympathie en Carélie, ainsi que la proclamation de l'indépendance de la Finlande, amenèrent un changement dans les aspirations du peuple. Dans la Carélie de Viéna où le mouvement national était plus développé, on commença à projeter soit la création en Carélie d'une république indépendante, soit l'union du pays à la Finlande comme territoire autonome. Les Caréliens ne voulaient rien avoir de commun avec la Russie bolcheviste.

La situation demeura incertaine durant l'insurrection rouge qui éclata en Finlande au mois de janvier 1918. Une nouvelle assemblée à Uhtua décida la séparation complète de la Russie et la constitution d'une république carélienne entièrement indépendante, tandis que les représentants des communes d'Olonetz réunis à Poventsa maintinrent, au début, l'ancien programme de l'autonomie en union avec la Russie. Cependant, la victoire de l'armée blanche finlandaise du général Mannerheim s'accroissait de plus en plus, tandis que le pouvoir des rouges n'arrivait à se maintenir que dans la partie méridionale du pays. Alors prévalut, à une nouvelle assemblée, qui se tint à Uhtua le 17 mars, la motion du parti qui réclamait l'union de la Carélie à la Finlande. Dans le même temps, entra en Carélie de Viéna un petit détachement finlandais qui s'empara de presque tout ce pays. La population indigène coopérait elle-même avec les Finlandais. Dès le mois de mai, l'insurrection rouge en Finlande était définitivement écrasée. Mais l'entrée en scène de troupes de l'Entente à Mourman au cours de l'été de 1918 et la constitution de la « République de la Russie du Nord » changèrent de nouveau la situation. Les faibles troupes finlandaises avec les Caréliens qui s'étaient joints à elles furent forcées d'évacuer la Carélie, en octobre de la même année.

Au début de l'année 1919, la Carélie de Viéna se trouvait entièrement comprise dans la sphère d'action anglaise, tandis que la contrée d'Aunus (Olonetz), exception faite de la paroisse de Répola dont les habitants s'étaient mis sous la protection de la Finlande, se trouvait au pouvoir des bolcheviks. Avec l'autorisation des Alliés, les représentants de la Carélie de Viéna se réunirent en assemblée générale à Kem. Ils y votèrent la résolution suivante : « L'Assemblée demande que la Carélie de l'Est soit proclamée Etat indépendant. C'est au peuple de la Carélie à décider s'il veut s'unir à la Russie ou à la Finlande. » Un « Comité national carélien » fut élu et chargé de s'adresser à la Conférence de la Paix à Paris. Les réfugiés caréliens en Finlande, de leur part, envoyèrent une députation pour soumettre aux représentants des Grandes Puissances la demande du peuple carélien d'obtenir la possibilité de décider de son sort, selon le droit



des peuples de disposer d'eux-mêmes. Il va sans dire que le Gouvernement finlandais donna son appui à ces vœux.

La question de la Carélie fut en effet discutée, en été 1919, à la Conférence de la Paix à Paris. Le 15 juillet les délégués de la Finlande exposèrent à la Commission baltique les espérances de la Finlande quant à la question de la Carélie. Un mémorandum fut joint au protocole de la Commission dont le président, le marquis della Torretta, répondit que la Commission voulait bien prendre en considération ces espérances, mais qu'elle était d'avis que les questions concernant les intérêts de la Russie ne doivent être résolues que, dans l'avenir, avec la Russie nouvelle. De toute évidence, les cercles russes de Paris, qui ne voulaient point démordre de la politique d'oppression impérialiste de la grande Russie, eurent leur part à cette résolution. N'empêche que la question de la Carélie avait été pour la première fois portée devant le forum européen. Elle était devenue, et elle restera dorénavant une question internationale.

En été 1919 des conférences eurent lieu entre les Caréliens de Viena et les Caréliens résidant en Finlande. Il en résulta, le 21 juillet, la constitution d'une « Commission dirigeante provisoire de la Carélie de Viena ». Cette Commission commença, avec succès, à organiser l'administration du pays. On eut recours à la Finlande pour le ravitaillement de la population qui souffrait de la famine. Mais le Gouvernement de la « Russie du Nord » ne tarda pas à s'interposer. Après que les troupes anglaises eurent quitté le Mourman, en octobre 1919, le Gouvernement d'Arkhangel envoya en Carélie de Viena un détachement avec charge de liquider la Commission provisoire. Il y rencontra une résistance énergique; il fut même battu le 20 octobre et fait prisonnier par les Caréliens. Par la suite, le Gouvernement de la Russie du Nord entama des négociations de paix avec la Commission provisoire de la Carélie, mais avant qu'elles eussent abouti à un résultat quelconque, ce Gouvernement était renversé par la révolution bolcheviste qui avait éclaté dans son territoire le 19 février 1920.

La Carélie d'Aunus (Olonetz), ayant été occupée en 1918 par les bolcheviks, n'avait pu s'unir à la Carélie de Viena. Il s'était bien produit quelques rencontres, sanglantes même, entre les bolcheviks et la population terrorisée, mais les forces de celles-ci étaient trop faibles pour soutenir une lutte si inégale. Le Gouvernement de Finlande ne pouvant, pour des raisons politiques, lui venir en aide, il se forma, l'hiver de 1919, un corps de volontaires finlandais; au mois de mars ce détachement traversa la frontière et, joint aux allogènes, délivra la plus grande partie de la Carélie d'Olonetz, jusqu'à la rivière de Svir. Une Assemblée de 73 délégués de différentes paroisses demanda l'union du pays à la Finlande. Des députations remirent au Gouvernement finlandais et aux représentants des Grandes Puissances une note demandant que possibilité fut donnée aux Caréliens de décider librement de leur sort par plébiscite. Mais le soulèvement de l'Aunus n'eut pas de succès durable. Les bolcheviks ayant déployé des forces considérables, le corps de volontaires finlandais, après de sanglants combats, dut se retirer, de sorte que, dès le mois de juillet 1919, le pays était de nouveau sous le pouvoir des bolcheviks russes, exception faite de la commune de Porajärvi qui, avec la commune voisine de Répola, avaient sollicité et obtenu la protection de la Finlande.

Dans la Carélie de Viena, restée libre, on préparait, aux mois de janvier et de février 1920, une Diète nationale pour constituer un gouvernement

légal et pour régler les relations vis-à-vis de la Russie et de la Finlande. Mais avant que la Diète eût commencé ses travaux, les bocheviks envahissaient le pays. Bien qu'ayant reçu des armes de la Finlande durant la lutte contre les Russes blancs, les Caréliens se trouvaient trop faibles pour opposer une résistance armée. On réussit cependant à obtenir une sorte d'arrangement avec les bolcheviks qui permirent la convocation de la Diète. Celle-ci se réunit le 21 mars. Malgré la présence d'un détachement bolchevik dans le village d'Uhtua, la Diète, exprimant le désir du pays, demanda à se séparer de la Russie; elle engagea donc les Russes à évacuer le territoire occupé. Puis, s'adressant à toutes les puissances civilisées, elle leur demanda de reconnaître l'entière indépendance du pays. Entre temps la Diète s'occupait de l'organisation administrative et économique du nouvel Etat. Les Russes, qui avaient vainement tenté d'influencer la Diète dans le sens communiste, cédèrent pour le moment à la volonté du peuple et évacuèrent le territoire durant le printemps. A la fin d'avril, une note contenant les vœux des Caréliens fut adressée au Gouvernement des Soviets de Russie. Voici quelques lignes significatives de cette note :

« Notre peuple est différent de celui de la Russie; nous avons notre propre culture, nos propres mœurs, lesquelles diffèrent de celles des Russes; nous avons aussi notre propre langue. Nous avons la conviction profonde que ce n'est qu'en sauvegardant notre propre nationalité que nous trouverons le fondement nécessaire à notre développement économique. »

La note fut remise au commissaire russe à Térjoki, en Finlande, lors des pourparlers concernant l'armistice entre la Finlande et la Russie.

Mais les bolcheviks n'avaient point l'intention de respecter la liberté de la Carélie de Viéna, pas plus que celle d'Olonetz. Après une évacuation provisoire ils envoyèrent de nouveaux détachements à l'intérieur du pays qu'ils occupèrent définitivement. Le 23 juin, le Gouvernement provisoire dut se retirer en Finlande. Les troupes caréliennes soutinrent encore la lutte durant un mois, mais elles furent finalement forcées, faute de munitions, de passer aussi en Finlande. Il s'ensuivit de cruelles persécutions dans le pays resté à la merci des conquérants. Toute la Carélie de l'Est, exception faite des deux communes de Répola et Porajärvi, passa sous le joug de Moscou. Le 7 juin 1920 elle fut constituée en « territoire autonome », appelé « la commune ouvrière de Carélie ».

(A suivre.)

TIÉRA.

CHRONIQUE

UKRAINE

Troubles en Ukraine

On mande de Kiev que, ces temps derniers, des troubles graves se sont produits dans diverses régions de l'Ukraine. Ainsi, à Vapniarka et dans les villages avoisinants, il y a eu des émeutes au cours desquelles le Président du Comité exécutif local a été tué ainsi que plusieurs agents communistes venus pour faire de la propagande en faveur de la collectivisation. Dans la région de Novograd-Volynsk, des troubles ont eu lieu dans vingt-sept villages; il en a été de même dans le département de Kiev. Enfin, le village de Bolliachi est allé jusqu'à proclamer qu'il abandonnait l'Union soviétique.

Toutes ces manifestations de mécontentement sont sévèrement réprimées par les autorités bolchevistes avec l'aide de détachements spéciaux du Guépéou. Les paysans arrêtés sont si nombreux que tous les jours la prison centrale de Kiev envoie en Sibérie (Khabarovsk et l'île Sakhaline), et dans la région de Kotlas des convois de près de 1.200 personnes, pour la plupart des paysans.

Dans le Kouban également, les bolcheviks ne se sentent pas en sécurité; aussi toutes les réunions, soit du parti communiste, soit des divers organes administratifs, ont lieu sous la protection des agents du Guépéou munis de mitrailleuses et d'automobiles blindées.

Etant donnée la situation très tendue et l'esprit anti-soviétique de la population, le Guépéou de Kharkiv a dépêché des détachements spéciaux, afin de renforcer le service d'ordre dans les grandes villes ukrainiennes.

Les instructeurs de la « collectivisation » désertent

On voit qu'aux fins de procéder à la « collectivisation » de l'agriculture, 25.000 ouvriers ont été mobilisés et envoyés en province en qualité d'instructeurs. L'attitude de la population envers ces derniers a été particulièrement hostile. La situation étant devenue intolérable dans beaucoup de localités, les instructeurs ont demandé à être relevés de leurs fonctions. Plusieurs d'entre eux ont déserté leurs postes.

La campagne d'ensemencement du printemps a échoué en Ukraine

L'ensemencement des blés de printemps en Ukraine n'est nulle part exécutée selon les prévisions soviétiques, la campagne de collectivisation de l'agriculture en est la cause principale. La presse soviétique estime que la situation dans l'agriculture est catastrophique.

L'état de l'ensemencement des plantations de betteraves est tout aussi déplorable et la production sucrière est gravement menacée. Pour stimuler l'ensemencement des betteraves, les autorités ont décrété que les prix des betteraves seront, cette année, augmentés de 50 % (*Communiste* de Kharkiv, numéro 117).

Un nouveau procès de « contre-révolutionnaires petluriens »

A Odessa, est poursuivie en justice une organisation « contre-révolutionnaire petlurienne » d'employés de chemin de fer. D'après les journaux soviétiques, cette organisation se préparait pour l'heure de la chute du régime soviétique; un chef du service central des chemins de fer d'Odessa aurait été déjà désigné. (*Communiste* de Kharkiv, numéro 119.)

Un bal dans la cathédrale de Saint-Vladimir à Kiev

A l'occasion du premier mai, une délégation comprenant six cents membres de « sans-dieu » de Moscou est venue à Kiev. Une réception fut organisée en son honneur ainsi qu'une manifestation anti-religieuse qui s'est terminée par un bal donné dans la cathédrale de Saint-Vladimir. (*Proletarska Pravda* de Kiev, numéro 101).

La terreur

Quatre paysans du village de Tchernobai, dans le district de Tcherkassy, ont été condamnés à la peine capitale pour avoir tué un membre de la jeunesse communiste. (*Communiste* de Kharkiv, numéro 116.)

Des savants et journalistes américains à Kiev

A Kiev est arrivé un groupe de savants et journalistes américains, dans le but d'étudier la culture de l'Ukraine. (*Communiste* de Kharkiv, numéro 123.)

Une conférence internationale de transports à Odessa

A Odessa, le 28 avril, s'est ouverte une conférence internationale de transports qui doit étudier les questions soulevées par certain projet concernant les communications entre les pays d'Europe et d'Asie. (*Communiste* de Kharkiv, numéro 115.)

Un Congrès de zoologie et d'histologie à Kiev

Du 6 au 12 mai a eu lieu à Kiev un Congrès de zoologues et d'histologues. (*Communiste* de Kharkiv, numéro 123.)

Une exposition de peintres ukrainiens à Kharkiv

Le 1^{er} mai à Kharkiv a eu lieu le vernissage de l'exposition des peintres ukrainiens. Le 25 mai, elle sera transférée à Lougansk, et plus tard à Dniepropetrovsk, Odessa et Kiev. (*Communiste* de Kharkiv, numéro 123.)

CAUCASE DU NORD

De Chamyl-Kala on annonce qu'au mois d'avril dernier le tribunal suprême du Daghestan a fusillé un insurgé abrek nommé Osman Kara Ali. Ce Montagnard très connu dans le pays avait terrorisé, sept années durant, les institutions soviétiques du Daghestan méridional. Lors de son arrestation, Osman Kara Ali eut le temps de tuer le procureur et le chef de la milice du district ainsi que son suppléant; enfin, deux tchékistes furent aussi blessés.

*
* *

Le Comité régional nord-caucasien du parti communiste a publié une circulaire toute spéciale ordonnant aux organisations de parti de la République des Montagnards du Caucase de délivrer avec la plus grande attention les certificats de bonne conduite politique aux jeunes gens envoyés dans les hautes écoles de la dite république. Cette mesure a dû être prise, remarque la circulaire, après qu'il a été constaté que la plupart des jeunes élèves est un élément « instable de classe » imbu de tendances « nationalistes chauvines ».

*
* *

Dans le milieu du mois d'avril, deux puissantes fontaines de naphte d'un débit de 1.200 tonnes par vingt-quatre heures chacune ont jailli à Khankaz, près de Souyoun-Kala (Grozno). Cette localité n'a été mise en exploitation que récemment, et si l'on en croit les informations soviétiques, elle laisse entrevoir de riches possibilités.

*
* *

Les troubles antisoviétiques qui ont éclaté au sud du Caucase ont eu leur écho dans le nord du Caucase. Des groupes d'insurgés opérant dans les diverses régions de la République des Montagnards ont décuplé leur activité. Dans le même temps ils ont donné au mouvement un caractère non seulement anti-soviétique, mais aussi antirusse. Dans la Tchetchnie toute une série de Kolkhoz fondées par des colons russes ont été détruites. Des villages russes au Daghestan ont également été l'objet d'attaques. Les communications ferroviaires entre Derbent et Khatchmas fonctionnent avec des intermittences prolongées. C'est dans cette région qu'opère le détachement azerbaïdjano-montagnard de l'abrek Mahommed Chikh-Ahmed. Dans le Karatchaï, les autorités craignant des trou-

bles ont licencié prématurément les soviets d'aoul; aux lieu et place des travailleurs responsables envoyés par Moscou, ont été nommés.

*
**

On nous apprend que, dans la République des Montagnards du Caucase, le pouvoir soviétique a renoncé à appliquer la réforme agraire qui, comme l'on sait, consistait à s'emparer des meilleures terres chez les « Koulaks » pour les donner aux exploitations agricoles collectives, aux paysans moyens et aux paysans pauvres. Cette mesure a eu pour cause le refus de ces paysans pauvres et moyens d'accepter les terres qu'on leur offrait, ce qui aurait entraîné un non ensemencement de ces terres. Au 10 mai, on ne comptait que 20 p. 100 des terres ensemencées dans le territoire de la République des Montagnards, c'est-à-dire la seule partie des terres qui n'avaient point été touchées par l'administration soviétique.

*
**

Les journaux du Caucase du Nord annoncent que l'industrie pétrolière locale traverse une nouvelle crise. Le plan d'exploitation du naphte envisagé pour le mois d'avril n'a été rempli que dans les proportions de 86,3 p. 100. Le nombre d'établissements du trust « Groznaphth » en non-activité a sensiblement augmenté. Les journaux soviétiques expliquent cette situation du fait que les moyens de transport sont insuffisants. Mais il est encore d'autres causes qui ont contribué à cette situation : c'est l'état de délabrement des machines, l'incurie des ouvriers et la fréquence des avaries dans les dits établissements blindés. De Djaulpa (frontière persane) on entend le bruit de la canonnade. Les étrangers qui, de Perse, étaient désireux de se rendre en Europe par la Transcaucasie, ont dû renoncer à ce projet.

*
**

La direction des chemins de fer persans a été avisée télégraphiquement par l'administration des chemins de fer soviétiques qu'à partir du 30 avril, toutes les réserves de sucre, de fer, d'étoffes et autres produits emmagasinés au Djoulfa russe seront hâtivement acheminés sur la Perse. La dite administration demande que des mesures soient prises pour les recevoir. Journellement, des trains chargés de marchandises arrivent en territoire persan; trois wagons blindés se trouvant à la station de Djoulfa russe. Le gouvernement persan, de son côté, achemine 1.500 soldats vers la frontière pour garder la ligne et les trains de marchandise actuellement sur les voies.

AZERBAIDJAN

De Tabriz (Perse) on annonce que les soulèvements signalés dans les régions du Gandja, Karabagh, Nakhistchevan s'accroissent. En maints endroits, Arméniens et Turks-Azériens s'unissent pour combattre les bolcheviks. La garde des chemins de fer est renforcée et les trains sont protégés par des wagons

*
**

Des nouvelles reçues de Téhéran annoncent que les communications ferroviaires entre la Russie et l'Azerbaïdjan fonctionnent d'une manière anormale. Des combats ont lieu dans le voisinage des lignes. A Nakhitchevan des combats

Arrêt du travail dans les fabriques de soieries

Le manque de matières premières causé par le mouvement insurrectionnel a déterminé l'arrêt du travail dans les fabriques de soieries. De ce fait de nombreux ouvriers se trouvent sans travail.

FETES NATIONALES

Le deuxième anniversaire de la déclaration de l'indépendance des peuples du Caucase vient d'être célébré à Paris, comme par le passé, avec ferveur et enthousiasme.

Le 26 mai, la colonie géorgienne donna une brillante soirée, dans la salle Jean-Goujon, en souvenir de cette date inoubliable. On y voyait nombre de personnalités marquantes du monde diplomatique et littéraire. M. Skhirtladze, président de l'A.G. en France, exprima, dans une allocution très applaudie, la profonde gratitude des émigrés géorgiens pour la France, leur seconde Patrie, où, sur le chemin douloureux de l'exil, ils ont trouvé un accueil si fraternel; il adressa un chaleureux remerciement à nos amis Français qui ont bien voulu honorer la soirée par leur présence, ainsi qu'aux représentants des Républiques Caucasiennes et de l'Ukraine, qui font toujours preuve d'une solidarité indéfectible pour la cause commune. La partie musicale a été très appréciée.

*
* *

Le 28 mai, au Cercle d'Iéna, la Délégation azerbaïdjanienne à Paris a organisé une réception à l'occasion du même anniversaire de l'indépendance de la République d'Azerbaïdjan.

Parmi les invités on remarquait, en dehors de la colonie azerbaïdjanienne, les représentants de la Géorgie, de l'Arménie et du Caucase du Nord ainsi que des hommes politiques français, des députés, des sénateurs, des journalistes et quelques membres du corps diplomatique, amis de l'Azerbaïdjan.

Le président de la délégation azerbaïdjanienne prononça un discours au cours duquel il souligna l'importance du 28 mai, exprimant l'espoir, partagé par tous les cœurs azerbaïdjaniens, de revoir la liberté et l'indépendance du pays natal; il adressa ensuite quelques paroles de remerciement à la nation française pour l'hospitalité traditionnelle qu'elle accorde aux émigrés politiques de tous les pays et de l'Azerbaïdjan en particulier. Prenant à son tour la parole, le général Richard, en l'absence de M. Lenail, le président du Comité France-Orient, actuellement en Syrie, parla de l'Azerbaïdjan et assura l'assemblée que ce pays recouvrira un jour sa liberté dont il était du reste parfaitement digne.

Successivement, des discours furent prononcés par les représentants d'autres nationalités du Caucase.

*
* *

Le 28 mai, jour anniversaire de la déclaration de l'indépendance de la République d'Arménie, une grande réunion a été tenue dans la salle du *Petit Journal*, sous la présidence de M. Hadissian, chef de la Délégation arménienne à Paris. La salle était comble. L'entrée de M. Aharonian, le célèbre écrivain arménien, a été salué d'applaudissements unanimes. Nombre de discours enflammés ont marqué une fois de plus la volonté inflexible de continuer la lutte pour le rétablissement de la souveraineté arménienne foulée aux pieds par l'invasion de la Russie soviétique. Les représentants de l'Ukraine (Choumitski), de la Géorgie (Ramichvili), du Caucase du Nord (Bammatt) et de l'Azerbaïdjan (Magheramov) apportèrent leurs félicitations et confirmèrent la solidarité de leurs pays respectifs dans la lutte sacrée pour le triomphe du droit et de la liberté.

Le Gérant : P. GIRAULT

Saint-Cloud. — Imp. GIRAULT, 3, place de l'Eglise



Librairie Orientale et Américaine

Fondée en 1835

COMMISSION

EXPORTATION

JEAN MAISONNEUVE

MAISONNEUVE Frères, Successeurs

Libraires-Éditeurs

3, Rue du Sabot, PARIS (6^e) France

R. C. Seine 214.190 B. — Compte Chèques Postaux 423-73, Paris

Ouvrages relatifs à la Linguistique, l'Archéologie, l'Histoire, l'Ethnographie, etc.
de l'Europe, l'Asie, l'Afrique, l'Amérique et l'Océanie

Grammaires, Dictionnaires, Chrestomathies
et Guides de conversation en toutes langues

Les littératures populaires de toutes les Nations, traditions, légendes,
superstitions, contes, chansons, etc.

Bibliothèque orientale — Bibliothèque linguistique américaine
Bibliothèque ethnographique, etc.

BIBLIOGRAPHIE — THÉOLOGIE

Revue de linguistique et de Philologie Comparée, fondée en 1868
Revue l'Ethnographie

Grand choix de livres rares et curieux, Reliures anciennes, Livres à figures

CATALOGUE ENVOYÉ SUR DEMANDE

ACHAT DE BIBLIOTHÈQUES

“ LE TRIDENT ”

Première Revue hebdomadaire Ukrainienne en France

fondée en 1925 à Paris

RÉDACTION ET ADMINISTRATION :

42, Rue Denfert-Rochereau, PARIS V^{me}

Prix de l'abonnement en France :

Un an : **80** fr. — Six mois : **40** fr. — Trois mois : **20** fr.

Un mois : **8** fr. — Au Numéro : **2** fr.

Librairie “ LE TRIDENT ”

Grand choix de livres sur l'Ukraine, en langues ukrainienne et française. Cartes postales, portraits, dictionnaires. Toutes les éditions ukrainiennes de Pologne, de Roumanie, de Tchecoslovaquie, du Canada, du Brésil, des États-Unis, d'Allemagne, de Mandchourie, etc...

E5114E
1930

